le Canard libéré

Vingtième année N°865 vendredi 2 octobre 2026 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Fatima Ezzahra El Mansouri, cheffe de gouvernement désignée..

*Formation du gouvernement*

# Mansouri passe à la table des négociations

P9

Confus DE CANARD

## Boulos, le nouveau Monsieur statu quo

P2

*Politique*

# Le turbo Lekjaa

Fouazi Lakjaa, mission accomplie.

P7

*Saad Lamjarred*

# DIX ANS FERME

P8

*Législatives* Tanger, un scrutin en eaux troubles

P10

Mounir Laymouri, maire de Tanger et responsable du PAM.

*Développement*

# L'avenir de la ville est à la campagne...

P12

Confus de CANARD

**Abdellah Chankou**
Directeur de la publication

# Boulos, le nouveau Monsieur statu quo

L'Amérique de Donald Trump veut-elle réellement sortir le dossier du Sahara de l'ornière, ou se contente-t-elle de gérer le statu quo ? Les propos de Massad Boulos, conseiller spécial du président Donald Trump pour les affaires africaines et arabes, dans un entretien accordé à France 24, ont de quoi susciter des interrogations à Rabat. Car si Washington continue d'affirmer son soutien à l'initiative marocaine d'autonomie sous souveraineté du Royaume, son discours sur le rôle de l'Algérie apparaît nettement plus conciliant. Le paradoxe est d'autant plus frappant que les États-Unis disposent en principe d'un levier politique considérable. Depuis la reconnaissance américaine de la souveraineté du Maroc sur le Sahara, en décembre 2020, Washington a clairement établi que l'initiative marocaine d'autonomie constituait une base sérieuse et réaliste pour le règlement du différend. Cette orientation a également été réaffirmée dans le cadre des discussions onusiennes. Or, quatre ans plus tard, le blocage persiste. Et c'est précisément là que les propos de Massad Boulos interpellent plus d'un.

Le conseiller de Donald Trump reconnaît que les discussions engagées depuis le début de l'année n'ont pas permis d'aboutir à une solution. Il évoque trois rounds de discussions réunissant le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et des représentants du Polisario, tout en constatant qu'aucune solution mutuellement acceptée n'a encore émergé. Jusque-là, rien de surprenant.

Ce qui l'est, c'est est le partage des responsabilités qu'il opère. Boulos met en cause explicitement le Polisario, mais réserve à l'Algérie un traitement beaucoup plus bienveillant. Selon lui, Alger « apporte son aide » au processus et son gouvernement joue un rôle que Washington « apprécie ». L'Algérie, ajoute-t-il, ne peut certes pas imposer une solution au Polisario par la force, mais elle peut l'encourager à avancer. Ce qui revient à présenter l'Algérie pour ce qu'elle n'est pas de notoriété publique et diplomatique :

un partenaire fiable et crédible digne d'être pris au sérieux, qui multiplie les actes de mauvaise foi et les preuves de duplicité à l'égard sur le dossier du Sahara et d'autres. Massad Boulos est censé savoir que le régime algérien

est le principal protagoniste du conflit qui livre depuis 50 ans à son voisin une guerre d'usure via sa créature polisarienne en lui fournissant le soutien logistique, financier et militaire nécessaire à la poursuite de cette imposture.

Pour Rabat, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a laissé entendre la fin de la mascarade et l'ouverture d'une nouvelle séquence dans le traitement du dossier. L'attente marocaine n'était pas seulement que Washington réaffirme sa reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara ou son soutien au plan d'autonomie. Elle portait surtout sur l'utilisation de l'influence américaine pour faire évoluer la position algérienne dans le sens d'un règlement définitif du contentieux.

Autrement dit, si le Polisario constitue le véhicule politique de la revendication indépendantiste soutenu en sous-main par le régime algérien, pourquoi ne pas faire pression sur l'État géniteur qui lui apporte son soutien, son territoire d'implantation et une part essentielle de son effort politique, financier et diplomatique ? Si l'objectif est de parvenir à une solution politique réaliste, le bon sens diplomatique et le bon sens tout court commanderaient d'agir sur les véritables ressorts du blocage. Objectif : sortir de la logique qui consiste à laisser au Polisario le choix du statu quo et du blocage, et de l'amener à considérer sérieusement le plan d'autonomie comme voie de règlement. C'est précisément sur ce point que le discours de Boulos laisse perplexe.

En affirmant que l'Algérie « aide » au règlement mais qu'elle ne peut pas imposer une solution au Polisario, Washington cherche visiblement à dissocier l'Algérie de la responsabilité politique du mouvement séparatiste dont elle est, fait notoire, le géniteur et le sponsor. L'approche américaine apparaît, sur ce point, aux antipodes de la lecture historique défendue par Rabat concernant la naissance et l'évolution du Polisario : elle tend à présenter le mouvement comme un acteur disposant d'une autonomie propre, sans accorder la même place au rôle déterminant de l'Algérie dans sa création, son soutien et son maintien. Or, pour Rabat, on ne peut comprendre la persistance du conflit sans prendre en compte le rôle central joué par Alger depuis l'origine de ce différend créé de toutes pièces en 1975 par l'Algerie de Boumediene. Dans son message adressé en avril 2018 au secrétaire général des Nations unies, SM le roi Mohammed VI avait accusé l'Algérie d'assumer une responsabilité directe dans le dossier, affirmant qu'elle « finance », « abrite », « arme» et « soutient » le Polisario, notamment sur le plan diplomatique. Il existe donc un véritable fossé entre les deux approches : pour le Maroc, Alger est au cœur du problème ; dans l'optique de Boulos, Alger apparaît davantage comme un élément de la solution qu'un facteur de blocage.

Et c'est précisément cette lecture biaisée qui risque de prolonger l'immobilisme que Washington dit vouloir dépasser.

Portée par les États-Unis, la résolution 2797 du Conseil de sécurité, adoptée le 31 octobre 2025 et consacrant l'initiative marocaine d'autonomie comme la base centrale et réaliste pour négocier une solution politique définitive au différend, avait suscité un immense espoir au Maroc. Au point que, le soir même, le roi Mohammed VI s'était adressé à la Nation pour annoncer son intention de faire du 31 octobre une journée de fête nationale, la « Fête de l'Union », symbole de l'espoir d'un règlement définitif de la question du Sahara.

Mais la question n'est plus seulement de savoir quelle solution les États-Unis soutiennent. Elle est de savoir comment ils comptent la faire avancer.

Car soutenir l'autonomie au Sahara tout en ménageant le principal soutien du Polisario peut conduire à une situation paradoxale : le cadre politique évolue, les mots changent, les résolutions se succèdent… mais le blocage demeure. Là réside toute l'ambivalence de la vision américaine expliquée par M. Boulos .

D'un côté, Washington affirme que le plan d'autonomie sous souveraineté marocaine constitue le seul cadre de référence. De l'autre, il insiste sur la nécessité d'obtenir une solution « mutuellement acceptable » tout en ménageant clairement le régime algérien. Cette façon de voir les choses peut permettre de maintenir le dialogue. Mais elle ne garantit en rien son aboutissement.

Or le dossier du Sahara souffre précisément depuis des décennies de cette mécanique d'enlisement : consultations à profusion, une débauche de diplomatie et une avalanche de déclarations… et in fine pas de règlement définitif. L'enjeu n'est pas simplement de réunir les parties autour d'une table. Le défi, tout le défi consiste à faire en sorte que ceux qui disposent d'une capacité réelle d'influence l'utilisent pour rapprocher les positions.

C'est finalement tout le paradoxe de la nouvelle séquence américaine.

Donald Trump avait créé, lors de son premier mandat, une rupture majeure en reconnaissant la souveraineté du Maroc sur le Sahara. Rabat pouvait donc légitimement espérer que cette décision historique soit suivie, sous son second mandat, d'une démarche diplomatique plus offensive pour transformer cette reconnaissance en avancée politique concrète.

Or le message de Massad Boulos semble plutôt suggérer une autre méthode: maintenir l'Algérie dans le rôle de partenaire du processus, demander au Polisario d'avancer, et espérer que les discussions finissent un jour par produire un compromis. Autant attendre Godot !

Si Alger est réellement capable d'« encourager » sa créature séparatiste , comme l'affirme Boulos, à dire oui au plan d'autonomie, pourquoi Washington ne demanderait-il pas à Alger d'user de cette influence pour l'imposer au Polisario ? À défaut, le risque est de transformer la diplomatie américaine en gestionnaire du blocage plutôt qu'en moteur de son dépassement.

Et dans ce dossier vieux de plusieurs décennies, le statu quo n'a jamais eu réellement besoin de beaucoup d'aide pour se maintenir. Il s'est merveilleusement maintenu jusqu'ici à coups de duplicité et de mauvaise foi du régime algérien.

Reste une question que les propos de Massad Boulos laissent en suspens : pourquoi Washington se montre-t-il aussi précautionneux à l'égard d'Alger ? L'explication qui coule de source ou plutôt de ressource tient évidemment aux intérêts stratégiques américains en Afrique du Nord. Pour les États-Unis, l'Algérie reste une grande puissance énergétique, disposant d'importantes réserves de gaz et de pétrole et occupant une position stratégique en Méditerranée et au Sahel.Dans ce contexte, Washington peut avoir intérêt à préserver une relation avec Alger et à éviter de la pousser dans ses derniers retranchements. Le dossier du Sahara devient alors l'un des éléments d'une équation géopolitique beaucoup plus large, dans laquelle les intérêts énergétiques, sécuritaires et régionaux peuvent peser sur la manière dont les États-Unis comptent exercer leur influence. C'est précisément ce qui peut expliquer le décalage entre les attentes marocaines et la prudence américaine. Rabat pouvait espérer que la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara, réaffirmée dans le cadre politique actuel, s'accompagne d'une pression diplomatique plus forte sur Alger. Mais Washington semble privilégier une approche consistant à maintenir les canaux ouverts avec tout le monde, y compris avec l'Algérie. Autrement dit, l'administration Trump soutient le cadre marocain

> ***Massad Boulos est censé savoir que le régime algérien est le principal protagoniste du conflit qui livre depuis 50 ans à son voisin une guerre d'usure via sa créature polisarienne.***

# Côté BASSE-COUR

sans nécessairement chercher à forcer la main au régime algérien. Mais, vu de Rabat, cette prudence produit un effet paradoxal: elle risque de ménager précisément le principal protagoniste dont le Maroc attend qu'il agisse pour débloquer le problème. Et c'est là que réside toute l'ambiguïté de la politique américaine : Washington veut-il réellement faire bouger les lignes au Sahara ou seulement s'assurer que ses propres lignes rouges — énergétiques, sécuritaires et géopolitiques — ne bougent pas ? Et si le Maroc face à ce marché de dupes décidait enfin d'assortir son initiative d'autonomie généreuse, proposée dès 2007 et présée par la communauté internationale comme la seule base d'une solution politique crédible et réaliste, d'un délai de validité ? Après des décennies de négociations sans aboutissement, Rabat pourrait estimer qu'il n'est plus possible d'attendre indéfiniment le bon vouloir de l'Algesario. L'idée serait de fixer un deadline clair, laissant à la direction du Polisario et au régime algérien le choix entre accepter le principe de l'autonomie ou le rejeter officiellement. En cas de refus persistant, le Maroc pourrait alors considérer qu'il lui appartient de mettre en œuvre son projet avec les populations sahraouies qui y adhèrent, dans le respect du cadre international et des engagements du Royaume. Une telle démarche permettrait surtout de rompre avec la logique stérile actuelle: cinquante ans de conflit, de résolutions et de négociations sans règlement définitif, tandis que le statu quo se perpétue à chaque nouveau cycle diplomatique que l'on croyait porteur d'une solution. À force de rendez-vous manqués, de consultations sans lendemain et de promesses d'un règlement toujours repoussé, une question finit par s'imposer : combien de temps encore faudra-t-il attendre avant que les puissances cessent de ménager les postures diplomatiques et leurs petits calculs pour rompre définitivement avec le statu quo ? ◗

## *Indice mondial de l'innovation 2026*

# Le Maroc gagne trois places

Selon l'édition 2026 de l'Indice mondial de l'innovation (Global Innovation Index – GII), le Maroc se classe au 54e rang parmi les 139 économies évaluées, enregistrant ainsi une progression de trois places par rapport à 2025 et de 23 places depuis 2021. Le Royaume se positionne par ailleurs au 4e rang parmi les économies à revenu intermédiaire inférieur, confirmant la progression continue de ses performances en matière d'innovation. Le Maroc se distingue particulièrement dans le domaine des actifs immatériels, où il occupe le 11e rang mondial, soit un gain de six places en une année. Cette performance est notamment soutenue par la dynamique enregistrée dans le domaine de la propriété industrielle. Le Royaume se classe ainsi au 5e rang mondial pour les dépôts de dessins et modèles par origine rapportés au PIB, progressant d'une place par rapport à l'édition 2025. Il occupe également le 16e rang mondial pour les dépôts de marques par origine rapportés au PIB, soit une progression de six places par rapport à l'édition précédente.

S'agissant des dépôts de brevets par origine rapportés au PIB, le Maroc se situe au 58e rang mondial, en amélioration de quatre places par rapport à 2025. Ces résultats témoignent notamment du poids croissant des actifs immatériels dans la dynamique d'innovation du Royaume et de la progression de ses indicateurs liés à la propriété industrielle. Publié depuis 2007, le Global Innovation Index est élaboré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), en collaboration avec l'université Cornell et l'INSEAD. Cet indice constitue un outil de référence pour mesurer les capacités et les performances des économies en matière d'innovation. Son évaluation repose sur une approche quantitative et qualitative couvrant 80 indicateurs, regroupés autour de plusieurs dimensions clés : les institutions, le capital humain et la recherche, les infrastructures, la sophistication des marchés et des entreprises, ainsi que les productions de connaissances, de technologies et de créativité. ◗

## *Éliminatoires de la CAN 2027*

# Les Lions de l'Atlas poursuivent leur sans-faute

La sélection marocaine s'est imposée mardi face au Lesotho (2-0), au Toyota Stadium de Bloemfontein, en Afrique du Sud, à l'occasion de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2027, dans le groupe A.

Après avoir dominé le Gabon sur le même score lors de la première journée, vendredi au stade Prince Moulay Abdellah de Rabat, les hommes de Mohamed Wahbi ont confirmé leur bon départ dans ces qualifications. Deux matches, deux victoires, quatre buts inscrits et aucun encaissé : le bilan comptable est net et permet au Maroc de prendre seul les commandes de la poule. Face à une équipe du Lesotho appliquée et regroupée, les Lions ont dû patienter avant de trouver l'ouverture. C'est Brahim Diaz qui a débloqué la situation juste avant la pause, à la 45e minute, donnant au Maroc un avantage précieux au terme d'une première période disputée.

**Une équipe qui fonctionne bien.**

Le score est resté longtemps inchangé après la reprise, les Marocains se heurtant à un adversaire déterminé à rester dans le match. Il a fallu attendre la 82e minute pour voir Azzedine Ounahi faire le break et mettre définitivement les siens à l'abri. Avec six points au compteur, le Maroc occupe ainsi la première place du groupe A. Le Niger, qui compte trois points, devait affronter le Gabon plus tard dans la soirée. Cette deuxième victoire consécutive permet aux Lions d'aborder la suite de la campagne avec confiance, même si le chemin vers la CAN 2027 reste encore long. Le Maroc confirme ainsi son statut de favori de son groupe et poursuit, match après match, sa marche vers la prochaine grande échéance continentale. ◗

## *Vol Flydubai*

# Le copilote soupçonné d'avoir tenté de faire s'écraser l'avion

**Le pire a été évité de manière miraculeuse...**

Un vol entre Dubaï et Tel-Aviv a frôlé la catastrophe mercredi 30 septembre après une violente altercation dans le cockpit. Le copilote aurait poignardé le commandant de bord avant de tenter de prendre le contrôle de l'appareil. Des passagers et des membres d'équipage sont alors intervenus pour le maîtriser, permettant à l'avion de se poser en urgence en Arabie saoudite. Le vol FZ1073 de Flydubai, assuré par un Boeing 737 MAX 8, avait décollé de Dubaï à destination de Tel-Aviv avec environ 180 personnes à bord, pour la plupart des passagers israéliens. Alors que l'appareil approchait d'Israël, une altercation a éclaté dans le cockpit. Selon les autorités israéliennes et plusieurs témoignages de passagers, le copilote aurait attaqué le commandant de bord avec un couteau. La situation a rapidement dégénéré. Selon les données de suivi du vol rapportées par Le Monde, l'avion aurait brutalement perdu environ 4 600 mètres d'altitude en moins de trente secondes, donnant aux passagers le sentiment que l'appareil était devenu incontrôlable. Une alerte d'urgence, puis un signal correspondant à un détournement, ont été émis. Face à cette situation glaçante, plusieurs passagers et membres d'équipage se sont précipités vers le cockpit. Ils seraient parvenus à maîtriser le copilote et à permettre à d'autres membres d'équipage présents à bord de reprendre les commandes. Un élément particulièrement remarquable est la présence, parmi les passagers, de deux pilotes en repos, qui auraient contribué à stabiliser l'appareil. Celui-ci a finalement été dérouté vers Tabuk, dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite, où il a atterri sans encombre.

Le commandant de bord, identifié comme Smit Machchhar, a été blessé dans l'attaque et hospitalisé. Le copilote a également été pris en charge puis placé sous l'autorité des autorités saoudiennes. Tous les passagers ont finalement pu rejoindre Israël à bord d'un autre appareil.

### Une tentative délibérée ?

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est empressé d'affirmer que le copilote avait tenté de faire s'écraser l'avion avec l'ensemble de ses passagers. Des responsables israéliens ont évoqué la possibilité d'un acte terroriste. Toutefois, le mobile et les circonstances exactes de l'incident restent à établir, et Flydubai a appelé à éviter toute conclusion prématurée pendant que l'enquête se poursuit. Les autorités saoudiennes doivent notamment déterminer ce qui s'est réellement passé dans le cockpit, les intentions du copilote et la chronologie précise des événements. La nationalité omanaise du copilote a été rapportée par un responsable israélien, mais les motivations de son geste demeurent inconnues à ce stade. Au-delà de l'enquête, l'épisode a surtout marqué les esprits par l'intervention de plusieurs passagers qui ont contribué à empêcher une issue potentiellement dramatique. Des témoignages font état de scènes de panique, de sang dans le cockpit et d'une forte désorientation pendant la chute brutale de l'appareil. L'avion a finalement retrouvé le sol sans catastrophe, transformant un vol ordinaire entre Dubaï et Tel-Aviv en une situation d'extrême urgence. Une poignée de passagers, aidés par des membres d'équipage et des pilotes présents à bord, ont contribué à reprendre le contrôle d'un appareil qui avait semblé, pendant quelques instants, filer vers le pire scénario. ◗

# Côté BASSE-COUR

## Beurgeois GENTLEMAN

# 1936, les premiers congés payés des ouvriers français (4/10)

En 1934, surgissent des images de deux cortèges organisés par des forces politiques qui se haïssent. Léon Blum craint l'affrontement et la désunion. Les gens criaient : « Unité ! Unité ! ». Cette nécessité de se mobiliser pour défendre la démocratie sont mises en œuvre par les travailleurs. Ce qui honore les années du Front Populaire, c'est la lutte contre le racisme, le nazisme et le fascisme. Des universitaires vont se mobiliser et lancer le comité de vigilance antifasciste porté par Paul Langevin et les 3 André (Malraux, Gide et Breton). Ainsi que par les scientifiques Joliot et Joliot-Curie, gendre et fille de Marie Curie, la première femme à obtenir un prix Nobel ! Cette convergence inédite entre mouvements associatifs, citoyens, culturels et les partis politiques de gauche va enclencher en 1935 une dynamique que plus rien ne pourra arrêter. Ce rassemblement de millions de Français est porté par une révolution politique inouïe. Les communistes de Maurice Thorez ont changé de stratégie quand Moscou les a autorisés à s'engager avec les socialistes. Surtout, c'est Maurice Thorez lui-même qui a convaincu les socialistes que cette union de la gauche devait impérativement associer le PR (Parti Radical), pourtant au pouvoir avec la droite, afin d'avoir une chance de renverser le rapport de force. Et après le basculement du PR dans le camp antifasciste, le nouveau Rassemblement Populaire peut fièrement prononcer, le 14 juillet, un serment historique, inspiré des grandes heures de la Révolution française. La société française est en train de se polariser comme jamais. Bientôt divisée en deux camps qui vont s'opposer violemment. Face aux foules incontestables rassemblées par le Front populaire, il y a aussi une foule qui est massive du côté des droites qui considèrent qu'il n'est pas normal qu'un parti politique, le parti communiste, prenne ses instructions à Moscou. L'extrême-droite de Charles Maurras observe avec intérêt tout ce qui se passe du côté de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Espagne. Front contre Front ! Front National contre Front Populaire ! L'affiche plaît à la presse et l'atmosphère est désormais à l'affrontement dans les rues de la capitale. L'extrême-droite appelait les gens de la gauche, les « salopards en casquette ». Les « salopards en casquette » se mobilisent contre « les fascistes à Béret ». Le 13 février 1936 à Paris, la voiture transportant Léon Blum se retrouve immobilisée à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de l'Université, bloquée par la foule. Reconnu par des manifestants, Léon Blum est extirpé en partie de l'habitacle et frappé à coups de feu d'artifice, de cannes et de morceaux de pare-chocs arrachés. Sanguinolent et grièvement blessé à la tête, Léon Blum doit son salut à l'intervention courageuse d'ouvriers d'un chantier voisin qui le mettent à l'abri. Choqué par la gravité de cette tentative de lynchage, le Conseil des ministres réagit le soir même en prononçant la dissolution de cette ligue politique d'extrême droite. ◗

**La fratrie de Léon Blum en 1890. Léon Blum était un hébreux agnostique et laïc, profondément attaché à son héritage culturel mais sans pratique religieuse dogmatique. Il se définissait lui-même par sa formule célèbre : « Français, socialiste et Juif », dans cet ordre précis. L'extrême droite de l'époque, le traitait de « Métèque ».**

***Beurgeois.Gentleman@gmail.com***
***Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com***

# AMMC-CGEM Rapprocher le marché des capitaux de l'économie réelle

***L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) ont réaffirmé leur volonté commune de rapprocher davantage le marché des capitaux de l'économie réelle et de mieux orienter l'épargne nationale vers le financement durable des entreprises.***

Les deux institutions ont organisé, lundi 28 septembre, au siège de la CGEM à Casablanca, une conférence consacrée au thème « Marché des capitaux et financement de la PME ». La rencontre a réuni des dirigeants d'entreprises, des investisseurs institutionnels, des opérateurs de marché ainsi que des représentants des associations professionnelles, autour d'un objectif partagé : renforcer la mobilisation du marché des capitaux au service du financement des PME et, plus largement, des entreprises porteuses de croissance et d'emplois.

Les travaux ont été ouverts par Mehdi Tazi, président de la CGEM, et Tarik Senhaji, président de l'AMMC.

Dans son intervention, Mehdi Tazi a insisté sur la nécessité de faire émerger un véritable vivier d'entreprises en mesure d'accéder aux marchés de capitaux. Une introduction en Bourse, a-t-il rappelé, se prépare plusieurs années à l'avance et suppose notamment de consolider la structure de l'entreprise, de renforcer sa gouvernance et son management et de disposer d'une information financière fiable. L'enjeu, selon le président de la CGEM, est donc de construire et de sécuriser ce parcours afin d'accompagner davantage de PME vers les standards nécessaires à leur changement d'échelle.

**Tarik Senhaji, président de l'AMMC.**

De son côté, Tarik Senhaji a souligné la nécessité de renforcer la capacité du marché des capitaux à accompagner la montée en puissance de l'économie marocaine. Il a rappelé les transformations engagées au cours des dernières années, qui ont contribué à approfondir le marché et à diversifier les solutions de financement mises à la disposition des entreprises. « Le marché a gagné en profondeur, il doit désormais gagner en proximité », a-t-il notamment souligné. Cette proximité passe, selon lui, par une relation plus étroite avec les entreprises : mieux comprendre leurs trajectoires, leurs contraintes et leurs projets, mais aussi intervenir plus en amont afin que les solutions de financement soient d'abord construites à partir des besoins des entreprises et non des seuls instruments disponibles.

Les échanges se sont poursuivis autour de deux panels consacrés, respectivement, au financement des PME par le marché des capitaux et à la préparation des entreprises à y accéder. À partir de plusieurs expériences concrètes et réussies, les participants ont mis en évidence la diversité et la souplesse des solutions offertes par le marché.

Si les instruments de financement existent et se diversifient, le principal enjeu réside désormais dans l'accompagnement des entreprises. Il s'agit notamment de les aider à mieux se préparer, à structurer leur gouvernance et à répondre aux exigences nécessaires pour accéder au marché des capitaux dans de bonnes conditions.

À travers cette initiative conjointe, l'AMMC et la CGEM entendent ainsi accélérer l'appropriation du marché des capitaux par le tissu productif marocain, renforcer ses liens avec l'économie réelle et accroître sa capacité à transformer l'épargne nationale en financements au service de l'investissement, de la croissance et de l'emploi.

L'ambition est de faire du marché des capitaux un levier de financement davantage accessible aux entreprises marocaines et un instrument encore plus directement connecté aux besoins de développement de l'économie nationale. ◗

# Côté BASSE-COUR

## Diphtérie Deux foyers familiaux détectés dans le Souss-Massa

Deux foyers familiaux limités de diphtérie ont été détectés dans la région de Souss-Massa, à Agadir Ida-Outanane et dans la province de Chtouka Aït Baha. L'annonce a été faite lundi 28 septembre par le ministère de la Santé et de la Protection sociale dans le cadre du dispositif national de veille et de surveillance épidémiologique. À ce stade, un cas a été confirmé par analyse de laboratoire, tandis que huit autres font l'objet d'investigations et de vérifications biologiques. Parmi ces cas figurent deux décès. Les premières données communiquées par les autorités indiquent que les enfants concernés n'avaient pas été vaccinés contre la diphtérie ou n'avaient pas reçu l'ensemble des doses recommandées. Dès la détection des premiers cas, un protocole de riposte épidémiologique a été activé. Les équipes d'intervention rapide du Groupement sanitaire territorial de Souss-Massa ont lancé une enquête épidémiologique et une recherche active afin d'identifier d'éventuels autres cas. Les personnes ayant été en contact avec les patients font l'objet d'un suivi et de mesures préventives conformément aux protocoles sanitaires.

**Dès la détection des premiers cas, un protocole de riposte épidémiologique a été activé.**

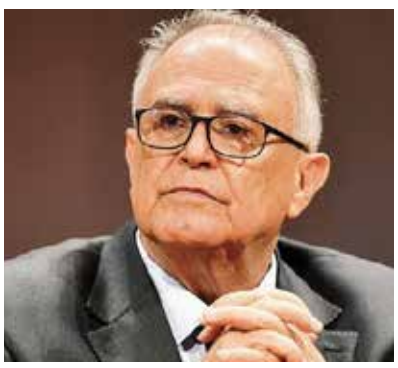
### Une maladie évitable par la vaccination

La diphtérie est une infection bactérienne potentiellement grave, provoquée par Corynebacterium diphtheriae. Elle se transmet principalement par les gouttelettes respiratoires et peut notamment provoquer une atteinte de la gorge avec formation de fausses membranes susceptibles de gêner la respiration. Dans les formes sévères, la toxine produite par certaines souches peut également atteindre le cœur ou le système nerveux.

La vaccination constitue le principal moyen de prévention. Le vaccin antidiphtérique fait partie du Programme national d'immunisation au Maroc, avec plusieurs doses administrées durant l'enfance et des rappels. Les autorités sanitaires invitent les parents et tuteurs à vérifier les carnets de vaccination des enfants et à rattraper les doses éventuellement manquantes. Ces foyers, présentés par le ministère comme limités à ce stade, rappellent surtout l'importance d'une couverture vaccinale suffisante et d'une détection rapide des cas suspects. Face à des symptômes évocateurs, les autorités recommandent de consulter rapidement un établissement de santé et d'éviter les contacts rapprochés dans l'attente d'une évaluation médicale. ◗

## Décès de Abdelali Benamour Une grande figure de l'économie nationale nous quitte

Le Maroc perd l'une de ses grandes figures intellectuelles et économiques. Abdelali Benamour est décédé le jeudi 24 septembre 2026 à Casablanca, à l'âge de 85 ans. Économiste, universitaire, homme politique et acteur du débat public, il laisse le souvenir d'un homme dont le parcours a été marqué par la transmission, la réflexion et l'engagement. Titulaire d'un doctorat d'État en sciences économiques de la Sorbonne, il a enseigné dans plusieurs universités marocaines et contribué à structurer l'enseignement supérieur en économie et en management. Cofondateur et premier directeur de l'ISCAE, qu'il a dirigé de 1971 à 1976, il fonde en 1988 HEM, appelée à devenir l'une des références marocaines de l'enseignement supérieur privé. Son engagement ne s'est pas limité au monde universitaire. Abdelali Benamour a également occupé plusieurs responsabilités publiques, notamment à Bank Al-Maghrib et au sein de la Commission spéciale Éducation-Formation. En août 2008, il a été nommé président du Conseil de la concurrence, fonction qu'il a exercée pendant dix ans. Auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'économie, à l'éducation et aux transformations de la société marocaine, il était aussi un homme de débats et de convictions. Son ouvrage Le Maroc interpellé, comme ses réflexions sur le passage d'une économie de rente à une société du mérite, témoigne de cette volonté d'interroger les modèles établis. Avec sa disparition, le Maroc perd un universitaire qui aura contribué à former plusieurs générations de cadres, mais aussi un intellectuel engagé dans les grands débats économiques et sociaux du Royaume. ◗



**Feu Abdelali Benamour.**

## Mohamed Bensalah rachète Maroc Soir Changement de propriétaire, changement d'ère…

Le Groupe Maroc Soir s'apprête à changer de main. Mohamed Hassan Bensalah a conclu, en son nom propre, indépendamment de ses fonctions de président du groupe Holmarcom, un accord pour en prendre le contrôle. Reste le passage obligé : les autorisations réglementaires. Derrière la transaction, une ambition claire: transformer un groupe historique de la presse nationale, dans un univers qui a déjà largement basculé. Le paysage médiatique marocain pourrait donc connaître un nouveau tournant. Maroc Soir, propriétaire de titres qui ont marqué l'histoire de la presse nationale, pourrait tomber dans l'escarcelle de Mohamed Bensalah. La conclusion définitive de l'opération demeure suspendue aux feux verts nécessaires. Mais que l'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas, assure-t-on, d'une simple opération capitalistique. Le projet est présenté comme une mue, une remise en selle, une ambition nationale et internationale. À travers cette acquisition, M. Bensalah entend préserver l'héritage construit au fil des décennies. Pas pour le mettre sous cloche, mais pour donner au groupe les moyens d'affronter un paysage médiatique devenu brutal. La presse ne se résume plus à la diffusion d'un journal. Elle doit composer avec des audiences éclatées, l'information en continu, les réseaux sociaux, la vidéo, le mobile, l'intelligence artificielle et une concurrence féroce pour capter l'attention du public et séduire les annonceurs.

**Mohamed Hassan Bensalah est convaincu de la nécessité de réinventer la presse.**

Dans ce contexte de tous les défis, le projet affiche une grande ambition : accélérer la transformation éditoriale et numérique de Maroc Soir, sans sacrifier les fondamentaux du journalisme. L'équation est simple à énoncer, mais elle représente un grand défi : marier héritage et transformation, identité historique et nouveaux usages. Le projet dépasse le seul marché marocain. Partout, les groupes de presse cherchent à réinventer leur modèle face à l'effondrement du papier et à la montée du numérique. Maroc Soir veut renforcer sa présence sur les plateformes digitales, développer de nouveaux formats et adapter ses contenus à des publics dont les habitudes ont changé. Objectif: un modèle plus intégré, où texte, image, vidéo, audio et formats numériques se complètent. Cette transformation doit aussi permettre l'élargissement de l'audience du groupe, au Maroc comme à l'international, notamment auprès des Marocains du monde et d'un lectorat intéressé par les mutations économiques, sociales, culturelles et institutionnelles du Royaume. Le nouveau projet insiste sur un point essentiel : ne pas diluer le capital immatériel de Maroc Soir. Identité, crédibilité, expérience, notoriété. Dans un secteur où la confiance est une denrée rare, la marque est un actif. La modernisation devra donc s'appuyer sur les principes classiques du métier: rigueur, professionnalisme, qualité de l'information, indépendance éditoriale, responsabilité. Le numérique est présenté comme un levier, pas comme un prétexte pour remettre en cause la vocation journalistique.

### Un projet dans les mutations du Maroc

Autre dimension et non des moindres, la place de Maroc Soir dans l'accompagnement des grandes transformations du Royaume. Économie, entreprises, société, culture, institutions, territoires. Le groupe entend là aussi renforcer sa capacité à décrypter ces mutations et à proposer des contenus à la hauteur d'un Maroc en mouvement. Cette ambition pourrait aussi se traduire par une ouverture plus forte sur les enjeux internationaux, alors que le Maroc affirme et assume son positionnement économique, diplomatique et culturel en Afrique et au-delà.

Pour M. Bensalah, l'acquisition de Maroc Soir est donc plus qu'une opération patrimoniale. C'est un projet de repositionnement et de développement, destiné à redonner des marges de manœuvre à un groupe dont le modèle économique traditionnel est bousculé. Consolider l'existant, accélérer l'innovation, élargir le rayonnement, renforcer la capacité à produire et diffuser une information de qualité sur plusieurs supports. Le discours est ambitieux. Reste à franchir l'étape réglementaire pour que la nouvelle configuration devienne effective.

Dans son communiqué, Mohamed Hassan Bensalah rend hommage à Othman Al Omeir, aux équipes et à toute la « famille Maroc Soir », saluant leur contribution à la construction et au développement d'une marque reconnue. Manière de dire que le changement annoncé ne veut pas être une rupture avec le passé, mais un appui sur cet héritage pour se projeter dans l'avenir. ◗

# Le Maigret du CANARD

***Avec la nomination de Fatima Ezzahra El Mansouri à la tête du gouvernement, le Maroc écrit une nouvelle page de son histoire politique. Pour la première fois depuis l'indépendance, une femme accède à la fonction de cheffe de gouvernement. Une première historique, qui inscrit le Royaume dans le cercle encore restreint des nations ayant confié à une femme les rênes de leur exécutif.***

Le Roi Mohammed VI recevant Fatima Ezzahra El Mansouri.

**LAILA** LAMRANI

## *Fatima Ezzahra El Mansouri à la primature*

# De la robe d'avocate au costume de cheffe de gouvernement

En désignant mardi 29 septembre la coordinatrice du Parti authenticité et modernité (PAM) à la tête du gouvernement, au lendemain de la victoire de son parti aux élections législatives du 23 septembre, SM le Roi Mohammed VI fait entrer une femme, pour la première fois dans l'histoire du Maroc, dans le bureau du chef du gouvernement. Le symbole est fort, et sa portée considérable.

Depuis l'indépendance, le Maroc a connu des chefs de gouvernement issus de sensibilités politiques, de générations et de profils très divers. Mais jamais, jusqu'à présent, une femme n'avait occupé cette fonction.

Je tiens (…) à souligner qu'il s'agit d'un événement historique majeur: pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une femme assume la responsabilité de Cheffe du gouvernement. Ce n'est pas seulement une fierté pour moi, mais une fierté pour toutes les femmes de la patrie. Sa Majesté a toujours cru aux compétences marocaines et a toujours estimé que la femme marocaine mérite tout notre respect et notre considération», a déclaré la nouvelle patronne de l'exécutif à l'issue de sa nomination

Cette première ne relève pas seulement de la parité. Elle traduit aussi l'évolution progressive de la place des femmes dans les institutions nationales. La trajectoire de Fatima Ezzahra El Mansouri rend cette avancée plus significative encore.

Avocate de formation, deux fois maire de Marrakech, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, puis coordinatrice de la direction collégiale du PAM, elle n'arrive pas à la primature par effraction. Le parcours de cette authentique Marrakchie s'est construit au sein même des institutions politiques. Sa nomination intervient surtout après la victoire du PAM aux législatives, à l'issue desquelles le parti a obtenu 97 sièges sur 395. L'article 47 de la Constitution dispose que le Roi nomme le chef du gouvernement au sein du parti arrivé en tête des élections à la Chambre des représentants, au vu des résultats de celles-ci.

La portée historique de sa nomination tient donc à une double réalité : elle est la première femme à accéder à la primature et elle y parvient à la faveur d'une victoire électorale de sa formation. La parité ne se réduit pas à une présence plus nombreuse de femmes dans les fonctions publiques ; elle se mesure aussi à leur accès aux lieux où se décident les choix les plus lourds.

### Le Maroc, après la Tunisie

À l'échelle du monde arabe, le Maroc n'est toutefois pas le premier à franchir ce seuil. La Tunisie l'avait fait en 2021 avec Najla Bouden, devenue la première femme à diriger un gouvernement dans le monde arabe. Ingénieure et universitaire, elle avait été nommée cheffe du gouvernement le 11 octobre 2021. Cinq ans plus tard, le Maroc lui emboîte donc le pas.

Mais la comparaison s'élargit bien davantage dès lors que l'on considère les pays à majorité musulmane. Le Pakistan avait ouvert la voie dès 1988, avec Benazir Bhutto, première femme à devenir cheffe du gouvernement d'un pays à majorité musulmane. Le Bangladesh a suivi avec Khaleda Zia en 1991, puis la Turquie avec Tansu Çiller en 1993. D'autres pays ont depuis connu des femmes à la tête de leur exécutif, parmi lesquels le Sénégal, l'Indonésie, le Kirghizistan et le Mali. Et le mouvement dépasse largement le monde musulman.

À l'échelle mondiale, l'accès des femmes aux plus hautes fonctions exécutives reste minoritaire, même si la progression est réelle. Une étude du Pew Research Center publiée en mars 2026 recensait 63 des 193 États membres de l'ONU ayant déjà eu une femme à leur tête depuis 1960. Le premier cas remonte à 1960, avec Sirimavo Bandaranaike au Sri Lanka.

Le paysage s'est depuis considérablement diversifié. L'Inde a connu Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre 1984 dans sa résidence officielle de New Delhi. Le Royaume-Uni a eu Margaret Thatcher, puis Theresa May et Liz Truss. L'Allemagne, Angela Merkel. Le Pakistan, Benazir Bhutto. Le Bangladesh, Khaleda Zia et Sheikh Hasina. La Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern. L'Italie, Giorgia Meloni. Le Danemark, Mette Frederiksen. Et la liste est longue. En 2026, le Conseil des femmes leaders recense notamment des femmes à la tête des gouvernements du Danemark, de l'Italie, de l'Islande, de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Ukraine, de la Barbade et de la République démocratique du Congo, entre autres.

### Du symbole à l'épreuve du pouvoir

Reste désormais l'essentiel : ce que cette première produira concrètement au Maroc et dans le quotidien des Marocains, dont les attentes sont immenses.

Le mardi 29 septembre 2026 est une date riche de symboles. L'Histoire retiendra le nom de la première femme à avoir occupé la primature marocaine. Mais les citoyens, eux, jugeront surtout le bilan du gouvernement qu'elle

# Le Maigret du CANARD

dirigera. La nouvelle cheffe du gouvernement devra bâtir une majorité parlementaire: avec 97 députés sur 395, le PAM est loin de détenir seul la majorité absolue de 198 sièges. La formation d'une coalition constituera donc son premier test politique.

## Une image qui change

Il faut aussi mesurer ce que cette nomination peut produire dans l'imaginaire collectif. Une jeune Marocaine qui regarde aujourd'hui les images de la cérémonie de nomination ne verra plus seulement un homme derrière le bureau du chef du gouvernement. Elle verra une femme y exercer la fonction suprême de l'exécutif.

Le 29 septembre 2026, le Maroc n'a pas seulement changé de chef de gouvernement. Il a changé de visage au sommet de son exécutif.

Le plus difficile commence pourtant maintenant. Au-delà de la portée historique de sa nomination, elle devra démontrer sa capacité à bâtir une équipe gouvernementale à la fois solide, cohérente, compétente et capable de tenir dans la durée. Un exercice qui exigera autant de sens politique que de capacité à fédérer. Il lui faudra notamment nouer un dialogue avec l'ensemble des forces et des acteurs concernés, au-delà des appartenances partisanes et des sensibilités, et faire de la concertation un véritable levier de gouvernance. Sur ce terrain de la communication politique et du dialogue transversal, elle devra encore renforcer ses aptitudes pour être pleinement à la hauteur des exigences de sa nouvelle fonction. La coordinatrice du PAM est consciente de l'immensité du défi qui est le sien: «Nous sommes pleinement conscients que cette période sera cruciale et portée par de grandes attentes de la part des citoyens, en particulier des jeunes. C'est pourquoi nous proposerons un programme qui apportera de véritables solutions réalistes aux citoyens, conformément aux orientations de Sa Majesté», a-t-elle reconnu. ◗

## Qui est la nouvelle cheffe de gouvernement ?

Née le 3 janvier 1976 à Marrakech, Fatima Ezzahra El Mansouri est titulaire d'une licence en droit privé de l'Université Mohammed V de Rabat. Elle a poursuivi ses études à l'Université de Montpellier, où elle a décroché un diplôme d'études supérieures en droit des contrats d'affaires. Elle est également diplômée en droit anglo-saxon de l'Université Pace, aux États-Unis. Elle est avocate au barreau de Marrakech depuis le 22 mars 2005. Le parcours politique de Fatima Ezzahra El Mansouri s'inscrit dans le sillage de la création du PAM. Son engagement commence en 2007, lorsqu'elle rejoint le Mouvement de tous les démocrates, prélude à la naissance du Parti authenticité et modernité (PAM), dont elle devient l'une des membres fondatrices en 2008.

À peine un an plus tard, elle conquiert la présidence du conseil communal de Marrakech, qu'elle dirige de 2009 à 2015. Elle retrouve ce fauteuil en 2021 et l'occupe depuis lors, dans le cadre d'un mandat courant jusqu'en 2027. Entre-temps, elle fait son entrée à la Chambre des représentants en 2011 et y siège jusqu'en 2016, avant d'être reconduite pour la législature 2016-2021. Son ascension se poursuit parallèlement au sein du PAM. Elle prend la présidence du Conseil national du parti en 2015, fonction qu'elle conserve jusqu'en 2024. Cette même année, elle franchit un nouveau palier en devenant coordinatrice de la direction collégiale chargée de conduire le parti.

Son entrée au gouvernement Akhannouch intervient en 2021. Elle est alors nommée ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, portefeuille qu'elle conservera jusqu'à son accession à la Primature.

Sa trajectoire politique lui vaut également une reconnaissance au-delà des frontières marocaines. En 2014, le magazine Forbes la classe en tête de sa sélection des vingt jeunes femmes les plus influentes d'Afrique. La même année, elle figure parmi les Young Global Leaders.

Son engagement dans la vie publique s'accompagne par ailleurs d'une implication dans les réseaux des collectivités territoriales. Elle est membre de l'Association internationale des maires francophones et vice-présidente de l'Association marocaine des présidents des conseils communaux. Mariée et mère de deux enfants, Fatima Ezzahra El Mansouri aborde ainsi la Primature après près de deux décennies d'engagement politique, de responsabilités locales, parlementaires, partisanes et gouvernementales. ◗

**Politique**

# Le turbo Lekjaa

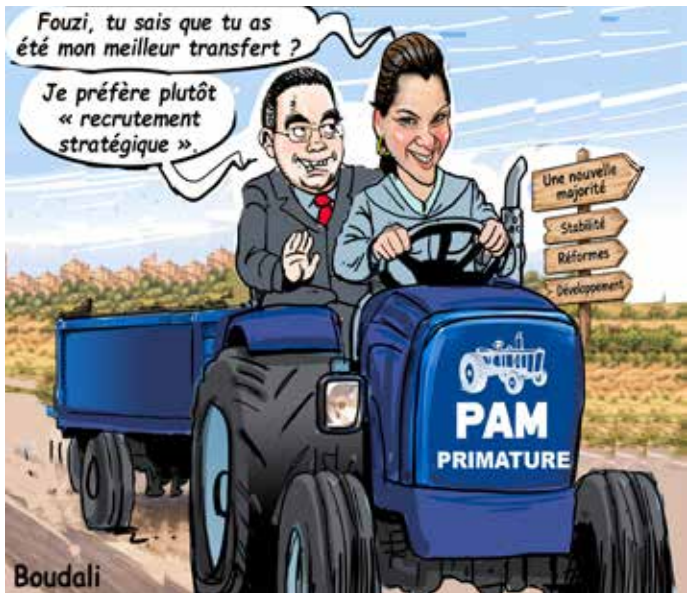
***La nomination de Fatima Ezzahra El Mansouri au poste de cheffe de gouvernement éclaire rétrospectivement d'un jour nouveau le recrutement du ministre du Budget sortant par le PAM quelques mois avant les élections législatives du 23 septembre.***

***Décryptage à pleine vitesse.***

**AHMED** ZOUBAÏR

Coup de tonnerre dans le ciel politique national. Quelques semaines avant le scrutin du 23 septembre, le PAM fait entrer dans ses rangs Fouzi Lekjaa. Un recrutement pour le moins surprenant qui a secoué le paysage politique et perturbé les calculs de plus d'un. Aussitôt, les langues se sont déliées pour affirmer que l'entrée en politique du ministre sortant du Budget et du président de la FRMF n'était pas fortuite et que l'intéressé se prépare pour devenir futur chef de gouvernement. La rumeur enfle au point de le donner candidat dans son fief à Berkane dans l'oriental avant qu'il ne renonce à la dernière minute à battre campagne… Malgré ce renoncement dont les raisons n'ont pas été expliquées, les observateurs ont continué à penser que la nouvelle recrue a été mise en orbite pour avoir un destin national. L'écho rencontré par l'hypothèse Lekjaa à la primature n'a pas laissé indifférents les autres acteurs de la majorité et de l'opposition. Depuis le départ-surprise de Aziz Akhannouch et son remplacement en février dernier par Mohamed Chouki à la tête du RNI, les observateurs ont commencé à voir dans le secrétaire général de l'Istiqlal, Nizar Baraka, un candidat sérieux pour conduire « le gouvernement du mondial» convoité aussi par le chef du gouvernement sortant et la coordinatrice du PAM et ministre de l'Habitat Fatima Ezzahra El Mansouri. Une rivalité qui a éclaté au grand jour dès début 2025, mettant quelque peu à mal la cohésion gouvernementale. Mais l'intrusion du nom de Fouzi Lekjaa dans le jeu quelques mois avant le scrutin a rebattu les cartes et tempéré bien des ardeurs tout en déplaçant subitement le centre de gravité du pouvoir…Il était dès lors certain que ni le RNI ni l'Istiqlal n'accèderont au fauteuil tant désiré.

Depuis plusieurs années, Fouzi Lekjaa a construit patiemment une image flatteuse auprès d'une large frange de l'opinion publique : celle d'un dirigeant capable d'obtenir des résultats. Sous sa présidence, force et de reconnaître que la Fédération marocaine de football s'est imposée comme l'une des plus performantes du continent. Les exploits des Lions de l'Atlas au Mondial qatari de 2022, l'organisation réussie de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 au Maroc et la préparation de la Coupe du monde 2030 ont renforcé son aura bien au-delà du monde sportif. C'est naturellement qu'il émerge du lot et fait en même temps l'objet d'attaques venus essentiellement du RNI dont l'ex-leader s'est évertué en pleine campagne électorale à minimiser son bilan footballistique et du chef des islamistes qui, avec sa jactance coutumière à laquelle il doit fait sa popularité, a tenté de dissuader M. Lekjaa de s'aventurer sur le terrain politique et de s'en tenir à celui du ballon rond. Le PAM, qui a été sérieusement ébranlé par des scandales retentissants, dispose certes d'élus, de réseaux territoriaux et d'une forte implantation locale. Mais il lui manquait encore une figure susceptible d'incarner une ambition nationale et de mobiliser un électorat au-delà de son socle habituel. Dans cette perspective, Lekjaa a apporté au PAM ce qu'aucune campagne électorale même à plusieurs milliards ne fabrique en quelques semaines : un capital confiance inestimable. Pour un parti politique, difficile d'imaginer meilleure rampe de lancement politico-médiatique…Dans la tête des ingénieurs de la politique nationale, Lekjaa au PAM a été mobilisé non pas pour prendre le volant mais pour jouer en quelque sorte le rôle du turbo à un tracteur qui sans cette force motrice n'aurait certainement pas fini la course en tête avec 97 sièges (soit 10 sièges de plus par rapport aux législatives de 2021) contre 66 pour le RNI et 65 pour l'Istiqlal. De ce point de vue, l'arrivée de Lekjaa au PAM prend rétrospectivement une tout autre signification. Baliser ainsi le terrain en mettant de la vitesse dans le moteur PAM pour permettre à la coordinatrice du parti Fatima Ezzahra El Mansouri d'accéder à la primature est plus qu'une trouvaille, une idée de génie ! D'une pierre deux coups : le PAM, grand rival du RNI que la realpolitik a fait cohabiter dans le gouvernement sortant, réalise enfin son ambition de conduire le gouvernement et en même temps met à sa tête une femme. Ce qui est une première dans l'histoire politique du Maroc. Bravo, les artistes ! ◗



Le Maigret du CANARD

PAM-Istiqlal-MP-PPS

# QUATRE PARTIS POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ

***Au-delà des équilibres politiques, cette coalition potentielle devra surtout répondre à une urgence : réduire les fractures sociales et territoriales, préserver le pouvoir d'achat et jeter les jalons d'un Maroc à une seule vitesse. Explications.***

Fatima Ezzahra El Mansouri (PAM), Nizar Baraka (Istiqlal), Mohamed Ouzzine (MP) et Mohamed Nabil Benabdallah (PPS).

**AHMED** ZOUBAÏR

Les résultats du scrutin du 23 septembre ouvrent la voie à plusieurs scénarios de majorité. Parmi ceux-ci, une coalition à quatre : le PAM, l'Istiqlal, le MP et le PPS. Ensemble, ces formations totalisent 210 sièges, soit douze de plus que le seuil requis. Mais derrière l'addition parlementaire se profile une équation bien plus délicate : faire cohabiter quatre histoires politiques, quatre sensibilités et quatre façons de regarder le pays.

### Arithmétique confortable

Le PAM, arrivé en tête avec 97 sièges, et l'Istiqlal, troisième avec 65, totalisent à eux deux 162 députés. L'appoint du Mouvement populaire et de ses 29 sièges porte le total à 191. Il manque sept sièges pour atteindre la majorité absolue. C'est là que le PPS peut entrer en scène avec ses 19 députés.

Sur le papier, l'affaire semble entendue : une majorité confortable, sans le RNI ni le PJD, Benkirane et son Conseil national ayant déjà rejeté toute alliance avec le PAM. Mais la politique n'étant pas une simple opération arithmétique, l'intérêt d'une telle coalition résiderait surtout dans ce qu'elle pourrait incarner.

Sauf à être tenté de reconduire la coalition sortante, un scénario qui n'est de nature à calmer la colère sociale et pourrait au contraire constituer le meilleur stimulant pour un PJD renforcé dans l'opposition….

Le PAM apporterait son statut de première force parlementaire issue du scrutin. L'Istiqlal, son poids historique et son ancienne implantation nationale. Parti extraction rurale fort de son ancrage berbère, le MP, avec ses 29 députés, pourrait porter plus directement la voix des territoires ruraux et des zones qui attendent encore de bénéficier des fruits de la croissance.

Le PPS ajouterait une autre dimension : celle d'une formation expérimentée dans l'exercice du pouvoir, issue d'une tradition de gauche sensible aux questions sociales, aux services publics, aux inégalités et à la justice territoriale.

Autrement dit, le PPS — qui a déjà gouverné avec les islamistes — n'en est pas à son coup d'essai. Il sait que les coalitions au Maroc ne se construisent pas nécessairement sur une identité idéologique commune.

La question des disparités territoriales occupe depuis des années une part importante du discours politique. Les écarts entre métropoles et territoires enclavés, entre zones littorales et arrière-pays, entre espaces fortement équipés et communes encore insuffisamment dotées de services essentiels constituent un défi majeur pour les politiques publiques.

Faire entrer le MP dans la majorité ferait envoyer un message politique fort : le développement territorial ne doit pas être une annexe du programme gouvernemental, mais l'un de ses axes centraux. Le PPS pourrait, de son côté, contribuer à donner une dimension sociale plus affirmée à cette ambition.

Car un territoire n'est pas seulement une route, un pont ou des adductions d'eau . C'est aussi une école, un centre de santé, un transport public, une connexion numérique, un emploi, un service administratif. Et, surtout, la possibilité pour un jeune de construire son avenir sans être obligé de quitter son village pour accéder aux mêmes opportunités que les citadins. PAM-Istiqlal-MP-PPS ne serait pas seulement une majorité de 210 députés. Elle pourrait être présentée comme une majorité alliant modernisation, expérience historique, ancrage territorial et sensibilité sociale.

Évidemment, cela ne préjuge en rien des négociations entre les partis ni de leur éventuelle volonté de gouverner ensemble. Le PPS a notamment posé publiquement des conditions à une participation gouvernementale, portant sur la gouvernance, la transparence et la lutte contre les conflits d'intérêts. Mais politiquement, cette combinaison à quatre aurait une autre vertu : elle éviterait que la formation du gouvernement apparaisse comme une simple reconduction de l'ancienne majorité, dont certains de ses membres se sont affrontés à couteaux tirés lors de la campagne électorale. La future majorité est confrontée au défi de transformer son capital de confiance parlementaire en un véritable récit politique : Un Maroc moderne, certes tourné vers la Coupe du monde, mais qui ne se résume pas à ses grandes villes. Un Maroc compétitif, mais pas indifférent aux inégalités ; tourné vers l'avenir, mais attentif à ses territoires ; économiquement ambitieux, mais soucieux de sa cohésion sociale. 210 députés pour gouverner. Mais surtout une occasion de démontrer que la majorité absolue peut être autre chose qu'un chiffre : un contrat entre des sensibilités politiques différentes

# Le Maigret du CANARD

autour d'un même objectif — créer les conditions d'un Maroc à une seule vitesse que le SM le Roi n'a de cesse d'appeler de ses vœux.

### Le test du pouvoir d'achat

La cohésion sociale sera l'un des grands tests du prochain gouvernement dans un contexte marqué par la vie chère et l'érosion du pouvoir d'achat au delà du supportable. Un sujet que Fouzi Lekjaa connaît d'autant mieux que, comme ministre délégué chargé du Budget, il a été au cœur de la mécanique financière de l'État et qu'il l'a retrouvé, durant la campagne, au contact du Maroc profond.

D'Azilal à Tinghir, de Zagora à Bouarfa, le candidat du PAM a fait de la vie chère un thème récurrent de ses meetings, reconnaissant que les hausses de SMIG et les différents dispositifs de soutien n'avaient pas suffisamment résisté à la flambée des prix. Cette lucidité affichée sur les limites des réponses gouvernementales précédentes place désormais la prochaine équipe au pouvoir devant une obligation de résultat: faire en sorte que le revenu surtout des catégories modestes ne soit plus absorbée par celle du coût de la vie et de l'inflation.

Car lorsque le panier de la ménagère continue d'être lourdement grevé malgré les efforts budgétaires consentis, la question cesse d'être seulement économique pour devenir éminemment sociale et politique. Préserver le pouvoir d'achat, contenir la hausse des prix des produits de première nécessité et réduire les dysfonctionnements des circuits de distribution, identifier et fiscaliser les fameux intermédiaires seront ainsi autant de leviers pour restaurer la confiance.

Avec, en toile de fond, la nécessité de désamorcer la mèche de la contestation sociale, dont les premières étincelles ont déjà été vives et palpables sur les réseaux sociaux à l'encontre du gouvernement sortant.◗

## *Formation du gouvernement* Mansouri passe à la table des négociations

**Fatima Ezzahra El Mansouri a du pain sur la planche..**

Au lendemain de sa nomination à la tête du gouvernement, Fatima Ezzahra El Mansouri a ouvert ce mercredi 30 septembre le bal des consultations avec les partis politiques. RNI, Istiqlal, MP et USFP ont été reçus successivement au siège du PAM à Rabat. Si le dialogue est désormais engagé, la future majorité reste encore à construire. La machine à former le gouvernement est lancée. Moins de vingt-quatre heures après sa nomination par le Roi Mohammed VI, Fatima Ezzahra El Mansouri est entrée dans le vif du sujet en recevant les principales formations issues des législatives du 23 septembre., à l'exception du PJD dont les instances ont rejeté le week end dernier toute participation dans le futur gouvernement. Les premiers rendez-vous suivent le classement du scrutin, avec le RNI, deuxième force parlementaire, puis l'Istiqlal, troisième, avant les formations susceptibles de compléter une majorité. Premier reçu, le RNI a envoyé son président Mohamed Chouki, accompagné notamment de Rachid Talbi Alami et Mohamed Boussaid. À l'issue de la rencontre, Chouki a déclaré que son parti était disposé à soutenir la cheffe du gouvernement dans sa mission et avait exprimé sa volonté de « l'aider dans sa tâche ». En revanche, il n'a pas précisé si cette disponibilité signifiait une participation au prochain gouvernement. Le message est donc clair dans sa prudence : la porte n'est pas fermée, mais le contrat n'est pas signé. Le RNI dispose de 66 sièges, soit la deuxième force de la Chambre derrière le PAM. Nizar Baraka a ensuite conduit la délégation de l'Istiqlal. Le secrétaire général du parti de la Balance a salué le caractère historique de la nomination d'une femme à la tête du gouvernement et insisté sur la nécessité de restaurer la confiance des citoyens dans l'action politique.

### Échanges

Sur la participation de son parti au futur Exécutif, toutefois, pas de réponse définitive. Baraka a annoncé que le Conseil national de l'Istiqlal devra se prononcer après examen des résultats électoraux et de la nouvelle donne politique. Le parti entend néanmoins accompagner la nouvelle étape et met en avant plusieurs priorités : emploi, chômage, pouvoir d'achat et élargissement de la classe moyenne. Avec 65 députés, l'Istiqlal constitue, comme le RNI, une pièce maîtresse de l'équation parlementaire. Dans l'après-midi, ce fut au tour du Mouvement populaire d'être reçu par El Mansouri. La délégation était conduite par Mohamed Ouzzine, accompagné notamment de Mohand Laenser et Hicham Rahil. Le MP, qui compte 29 députés, avait déjà indiqué qu'il n'excluait pas une ouverture à la future majorité. À l'issue de la rencontre, le parti a appelé à une « rupture positive », formule qui traduit sa volonté de peser sur le contenu de la prochaine étape gouvernementale plutôt que de se contenter d'un rôle d'appoint parlementaire. (T.co) Dernier rendez-vous de la journée parmi les quatre formations citées : l'Union socialiste des forces populaires. Driss Lachgar a été reçu par la cheffe du gouvernement désignée. Les échanges sont restés largement confidentiels, le premier secrétaire de l'USFP indiquant que les discussions entre les deux formations demeuraient, à ce stade, couvertes par la discrétion. (Hespress Français - Actualités du Maroc) L'USFP dispose de 26 sièges selon les résultats définitifs publiés après le scrutin. (Lebrief) Le parti peut donc constituer un appoint significatif dans une configuration qui associerait le PAM et l'Istiqlal, sans que cela signifie pour autant qu'un tel scénario soit arrêté. Les pourparlers devraient se poursuivre avec les dirigeants de l'UC-MP et ceux du PPS. ◗

## LA PHOTO PARLANTE

Cette photo, prise sur le vif mercredi 30 septembre au siège du PAM à Rabat en marge des consultations en vue de la formation d'une nouvelle majorité , vaut à elle seule un roman politique — un vrai, avec calculs, rancunes et sourires d'enterrement. D'un côté, Rachid Talbi Alami, dirigeant du RNI et président sortant de la première Chambre. De l'autre, Fouzi Lekjaa, figure du PAM, parti arrivé en tête des législatives du 23 septembre.

Deux hommes assis côte à côte. Entre eux, quelques kilomètres politiques, et sans doute un océan d'arrière-pensées. Dans l'attitude de Talbi Alami, on devine une gêne exquise, l'air d'un homme dans ses petits souliers, comme si le fauteuil voisin s'était transformé en brasier. Et pour cause… Tout le monde se souvient de l'audio viral du ténor du RNI, lors d'une réunion du bureau politique. Il y pestait contre ceux qui voulaient, selon lui, « la peau du RNI », et redoutait les manœuvres destinées à le reléguer au second plan. Avec une ironie dont il a le secret, il convoquait le football dans une allusion claire à Fouzi Lekjaa qui venait de quitter son statut de ministre technocratique du Budget pour endosser le costume politique du PAM : puisqu'on va chercher Hakimi au PSG et Bounou à l'étranger, pourquoi ne pas importer aussi des politiciens ? La politique marocaine allait-elle devenir un mercato ?

Le plus succulent restait l'article 47 de la Constitution, coupable, à l'en croire, d'avoir transformé la compétition politique en championnat : qui arrive premier, qui gagne, qui décroche la première place et partant la chefferie de l'exécutif. Et Talbi Alami d'en remettre une couche : peut-être valait-il mieux, finalement, que le RNI finisse deuxième. Une deuxième place, c'est bon pour négocier, poser ses conditions, verrouiller quelques portefeuilles. Le message était limpide : pas question, par exemple, de laisser le ministère des Finances changer de mains. « Il ne l'aura pas », jurait-il, avant de rappeler que ce ministère avait déjà sa « locataire », « Lalla Nadia » [Fettah Alaoui, ministre de l'Économie et des Finances sortante].

Patatras. Le RNI n'est pas arrivé premier. Le PAM a pris la tête, et le parti de Talbi Alami a dû se contenter de la deuxième marche en perdant dans la course presque la moitié de ses députés. L'article 47, cette fois, n'a pas fait rire tout le monde de la même manière.

Et voilà Fouzi Lekjaa assis à côté de Rachid Talbi Alami, venu discuter avec la cheffe de gouvernement PAM de la future majorité. La photo prend soudain des airs de revanche silencieuse. Celui qui redoutait qu'on vienne lui disputer la première place se retrouve à négocier avec celle qui vient précisément de la lui ravir avec le soutien actif du premier . Quant au ministère des Finances, il y a fort à parier qu'il tombera dans le quota du parti-locomotive…

Une chose est sûre : en politique comme au football, il vaut mieux éviter de célébrer trop tôt son maintien en première division. Car le classement change vite, surtout quand on a un Lekjaa dans le collectif. Reste une dernière question, évidemment beaucoup moins innocente : Talbi Alami a-t-il accompagné le chef du RNI pour négocier les portefeuilles du RNI… ou pour plaider, discrètement, sa propre cause auprès du vainqueur de la course ? ◗

Le Maigret du CANARD

## Législatives

# Tanger, un scrutin en eaux troubles

***À Tanger, le feuilleton électoral n'a toujours pas diffusé son générique de fin. Après les bulletins de vote , les procès-verbaux et les soupçons de manipulation, voici venu le temps des mandats de recherche et des retours sous escorte policière. La démocratie locale a désormais son programme de fidélité: un Malaga-Tanger, avec surclassement en voiture de police.***

**Mounir Laymouri, maire de Tanger et responsable du PAM.**

**AHMED** ZOUBAÏR

Sommes-nous face à une opération de bourrage des urnes en faveur du PAM? C'est ce que la justice qui s'est saisie de l'affaire va tenter de savoir.

Mais les éléments déjà versés au dossier donnent à l'affaire une dimension qui dépasse largement l'incident électoral isolé…

Tout commence le 23 septembre, jour de vote , à l'école Al Qods de Tanger dans le quartier populaire de Casabarata. Dans l'un des bureaux de vote, un homme est interpellé alors qu'il se trouve en possession de documents électoraux.

Le témoignage livré aux médias par Mohamed Sorroukh, observateur du Parti des néo-démocrates présent sur place, donne à l'incident une tout autre portée.

Selon son récit, un homme muni d'un sac noir , profitant de l'absence momentanée des observateurs, a pénétré dans le bureau de vote avant d'introduire des centaines de bulletins dans l'urne. Une quinzaine de minutes plus tard, le même homme serait revenu avec un sac bleu contenant, selon le même témoignage, entre 500 et 600 bulletins préremplis en faveur du PAM dont la tête de liste est Abdelatif Ghalbzouri qui sera finalement élu.

Puis une femme surgit à son tour avec un sac similaire, également rempli de bulletins préremplis en faveur de la même formation.

Alertés, les policiers et les agents d'autorité débarquent sur les lieux. Les sacs sont ouverts. Le contenu est saisi. La scène de la tentative de fraude et filmée et se retrouve rapidement sur les réseaux sociaux, obligeant les autorités de réagir.

Le parquet de Tanger ordonne aussitôt l'ouverture d'une enquête judiciaire destinée à établir la réalité des faits, leur ampleur et les responsabilités éventuelles qui en découlent. Il s'agit visiblement d'une opération de fraude électorale coordonnée via le bourrage des urnes: une pratique que le Maroc ancien avait connu à grande échelle et que l'on croyait définitivement disparue du paysage électoral national.

Mis en cause, le PAM réagit ile jour même de l'éclatement de l'affaire en criant au complot. La direction du parti dénonce une campagne qu'elle qualifie de « fabriquée » et de « tendancieuse », évoquant un « scénario ficelé » destiné à nuire au parti et à ses candidats. Le PAM affirme parallèlement soutenir l'enquête judiciaire et faire confiance aux institutions chargées d'établir la vérité.

Deux récits contradictoires : celui d'une tentative de manipulation du scrutin et celui d'une affaire montée de toutes pièces pour salir l'image du PAM.

Cinq personnes sont arrêtées dans le cadre de cette affaire troublante. Parmi elles figurent les présidents de deux bureaux de vote ainsi que leurs suppléants et une cinquième personne. Le dossier quitte vite le terrain de l'incident électoral pour entrer dans celui du scandale. Le parquet général près la Cour d'appel de Tanger saisit le juge d'instruction et demande de placer les mis en cause en détention provisoire.

L'enquête devrait determiner les responsabilités. L'instigateur de l'opération de fraude électorale, la partie qui a fourni les bulletins de vote, la personne qui les a transportés, celles qui ont bourré les urnes et tout cela pour le compte qui et dans quel objectif…

C'est dans ce contexte que le nom de Mounir Laymouri, maire de Tanger et responsable du PAM dans la région, apparaît dans le dossier. Entretemps, l'élu quitte le Maroc pour l'Espagne afin, accusent certains, d'échapper à d'éventuelles poursuites surtout qu'un mandat de recherche est lancé à son encontre. Depuis Malaga où il se trouve, l'intéressé s'empresse de démentir toute tentative de fuite,

# Le Maigret du CANARD

expliquant avoir quitté le Maroc jeudi 24 septembre pour honorer un rendez-vous professionnel prévu le lendemain matin et affirme avoir prévu de rentrer lundi 28 septembre. Il sera effectivement de retour à Tanger comme annoncé. Mais son arrivée à l'aéroport Tanger Ibn Battouta ne se déroule pas comme prévu. Il est interpellé à sa descente d'un vol en provenance de Malaga, puis conduit à la préfecture de police de Tanger. Après plusieurs heures d'audition, le parquet général ordonne de placer en garde à vue celui qui n'a pas été trop bavard face aux questions des enquêteurs qui ont saisi son téléphone pour les besoins de l'enquête. L'interpellation du maire de Tanger, suivie de la décision du juge d'instruction près la Cour d'appel de Tanger de le placer jeudi 1er octobre en détention préventive, donne incontestablement une nouvelle dimension à une affaire qui jette une ombre sur le déroulement du scrutin à Tanger. L'affaire présente désormais deux volets. Le premier est judiciaire : déterminer les circonstances de l'affaire, identifier ses protagonistes et les éventuels complices, établir la provenance des bulletins de vote et déterminer si une opération concertée de manipulation du vote a effectivement été mise en œuvre. Le second est administratif: Le ministère de l'Intérieur a annoncé l'envoi d'une commission d'inspection à Tanger afin d'examiner les irrégularités relevées dans les deux bureaux concernés. Cette double enquête est loin d'être anodine. Car si le bourrage des urnes était établi, il faudrait également déterminer si cette tentative de fraude a pu avoir une incidence sur le résultat du scrutin dans la circonscription concernée. Et c'est précisément là que le précédent de Safi prend tout son relief. En janvier 2023, la Cour constitutionnelle a annulé l'élection de Rachid Bougattaya, député du PAM élu lors d'un scrutin partiel à Safi, après avoir constaté une « fuite de bulletins de vote ». La Cour avait considéré comme avéré l'incident portant sur plusieurs centaines de bulletins. Elle avait notamment relevé le nombre important de bulletins concernés, le nombre de bureaux auxquels ils étaient rattachés ainsi que l'absence de précautions organisationnelles suffisantes.

Pour les juges, l'ensemble de ces éléments créait un doute sur la crédibilité et l'intégrité du processus électoral et justifiait l'annulation de l'élection. À Tanger, l'enjeu est plus important que le sort judiciaire des personnes interpellées.

La tête de liste du PAM dans la circonscription Tanger-Asilah, Abdellatif El Ghalbzouri, a obtenu 13 687 voix, arrivant en deuxième position et décrochant l'un des cinq sièges à pourvoir.

Si l'enquête établissait que des bulletins préremplis ont effectivement été introduits dans les urnes et que cette opération a pu influer sur le résultat, la question d'une éventuelle contestation du scrutin pourrait alors se poser.

Mais nous n'en sommes pas encore là.

Pour l'heure, la justice doit établir les faits avant que leurs conséquences électorales puissent être tirées. Qui a organisé l'opération ? D'où provenaient les bulletins ? Combien ont été introduits? Dans quels bureaux ? Combien de suffrages ont-ils potentiellement affectés ? Et surtout, l'opération était-elle isolée ou s'inscrivait-elle dans une manœuvre coordonnée ? Autant de questions auxquelles l'enquête devra répondre. ◗

## Marion Maréchal débarque à Sebta en hélico_

# Les migrants pris de haut

**Marion Maréchal lors son arrivée à Sebta.**

Il fallait bien un hélicoptère. Pas pour survoler la misère — ça, on peut le faire en première classe — mais pour atterrir sur une frontière avec le bruit, la poussière et la photo qui va avec. Quand on cultive la xénophobie à haute altitude, l'arrivée en fanfare fait partie du package. La stigmatisation du migrant commence, elle, par un joli rotor et une entrée de star.

Marion Maréchal, la nièce de Marine Le Pen, qui lorgne à nouveau du côté de l'Élysée, a donc choisi Sebta — Ceuta, pour les non-initiés — pour venir défendre, selon ses propres termes, cet « avant-poste de l'Europe » pour « apporter mon soutien à la population, victime d'une véritable invasion migratoire.» Savoureux : pour faire campagne dans l'Hexagone, la voilà qui fait escale… au Maroc! Petite leçon de géographie : Sebta se trouve au nord du Maroc, elle est sous occupation espagnole depuis des siècles et elle n'est toujours pas en France. Google Maps doit commencer à sérieusement s'inquiéter.

Le niveau du RN, c'est connu, ne vole pas très haut. Sauf quand il s'agit de louer un hélicoptère pour survoler le phénomène migratoire entre raccourcis et amalgames, stigmatisation de l'étranger et simplification des crises. Histoire d'escamoter les problèmes intérieurs en pagaille qui fâchent sur le sol français… La frontière, visiblement, n'est pas fermée pour tout le monde : certains la survolent, d'autres sont sommés de ne surtout pas l'approcher. Il y a ceux qui ont un hélico et ceux qu'on veut refouler. Deux poids, deux frontières. Une frontière, c'est comme un selfie : tout est question d'angle. À Sebta, la voleuse de frontières… en hélico ne s'est pas contentée de son numéro xéno-migratoire. Elle a appelé à « sanctionner les pays étrangers » qui utiliseraient les migrations comme une « menace hybride » contre l'Europe, une déclaration interprétée par plusieurs observateurs comme une mise en cause indirecte du Maroc. Sur ce point, le dossier est loin d'être aussi simple que les raccourcis de la Marion-marionnette. Le Centre européen d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides a appelé à la prudence, jugeant peu crédible de parler d'une menace hybride marocaine.

Mais pourquoi s'embarrasser de nuances quand on peut transformer Sebta en décor électoral? Une nuance, ça gâche toujours une bonne petite campagne. Voilà donc l'extrême droite française venue faire son numéro de frontière à quelques encablures de la frontière… marocaine. Après l'extrême droite espagnole, voici la française qui découvre les vertus électorales du décor nord-marocain : grillages, migrants, Europe, Maroc et, surtout, une cible toute trouvée. Sebta devient malgré elle une petite scène de politique française avec vue imprenable sur le Maroc.

Car il ne faut pas être grand clerc pour comprendre l'intérêt de l'opération. À l'approche de la présidentielle française, le thème migratoire constitue un terrain particulièrement rentable pour les marchands de la peur. Et Sebta offre le décor factuel idéal… Après le tourisme culturel, le tourisme balnéaire et le tourisme de masse, voici donc le tourisme électoraliste low-cost : on traverse la Méditerranée pour faire campagne sans avoir officiellement l'air de faire campagne. Et avec un hélicoptère, s'il vous plaît. Parce qu'une bonne vieille voiture de location, c'est peut-être trop proche du peuple qu'on prétend défendre. Le tourisme électoraliste, c'est pratique : on voyage léger, avec quelques slogans anxiogènes dans le sac à main de luxe. À défaut de pouvoir décoller dans les sondages, Marion Maréchal a choisi de prendre l'hélicoptère pour atterrir à Sebta. Mais attention à l'atterrissage ! Le crash politique n'est jamais très loin. Reste à savoir si les électeurs français applaudiront cette équipée hostile … ou s'ils se demanderont pourquoi une campagne présidentielle a besoin de faire escale au Maroc. Avec le carburant devenu hors de prix en France, Ormuz oblige. Dommage de le gaspiller pour faire décoller une campagne dont les idées restent désespérément clouées au sol. ◗

Le Maigret du CANARD

## Développement

# L'avenir de la ville est à la campagne…

**Sortir le monde rural de son sous-développement conditionne l'avenir du Maroc.**

**AHMED** ZOUBAÏR

Et si, pour résoudre une partie des maux des villes marocaines, il fallait d'abord regarder ce qui se joue… à la campagne ? La question peut surprendre. Elle n'est pourtant pas incongrue. Embouteillages, pression sur le logement, explosion des périphéries, montée de la délinquance, chômage des jeunes, saturation des services publics, bidonvilles et habitat précaire : une part importante des difficultés urbaines prend sa source dans un déséquilibre territorial vieux de plusieurs décennies.

Le Maroc s'est massivement urbanisé. Près des deux tiers de la population vivent aujourd'hui en milieu urbain, et cette proportion est appelée à se développer. La Banque mondiale estime qu'elle pourrait atteindre 70 % à l'horizon 2050. Or une ville ne peut pas absorber en permanence les populations et les activités que les territoires ruraux ne parviennent plus à retenir. La véritable bataille pour l'avenir des villes marocaines pourrait se livrer à plusieurs dizaines, au cœur du Maroc des campagnes. Est-il normal et juste qu'une bonne partie de la richesse nationale , notamment celle issue de l'agriculture et des ressources minières, prenne sa source dans le monde rural, alors que celui-ci ne bénéficie que trop peu des retombées de la croissance qu'il contribue à générer ? Ce paradoxe interroge la répartition des fruits du développement : territoires producteurs de richesses, les campagnes restent encore confrontées à des déficits chroniques dans des secteurs essentiels. Pendant longtemps, le développement a obéi à une logique simple: concentrer les équipements, les emplois et les services dans les villes, puis relier progressivement les campagnes aux pôles urbains. Cette logique a permis des progrès considérables. Elle atteint aujourd'hui ses limites.

Lorsqu'un jeune quitte son douar faute de formation, d'emploi, de soins convenables, de connexion fiable ou de transport régulier, il ne disparaît pas du problème territorial. Il se déplace vers une ville qui devra ensuite lui fournir logement, transport, école, santé et emploi. L'exode rural ne supprime donc pas le déficit de développement : il le déplace et le rend plus complexe.

C'est pourquoi le désenclavement rural ne doit plus être perçu comme une politique sociale destinée à « aider les campagnes ». Il doit devenir une véritable politique d'aménagement du territoire dans le cadre d'un véritable « plan Marshall ».

Le Maroc a déjà consenti un effort considérable. Le Programme de réduction des disparités territoriales et sociales en milieu rural a notamment permis la réalisation de milliers de kilomètres de routes et de pistes, ainsi que des investissements dans l'eau, l'électricité, les écoles et les centres de santé. Une deuxième phase a d'ailleurs été étudiée en 2025. Mais désenclaver ne saurait se réduire à construire une route. L'objectif est de faire émerger une vie économique, sociale et culturelle digne. Pour cela, le monde rural ne doit plus être considéré comme un réservoir de main-d'œuvre pour les villes. Il doit devenir un territoire où l'on peut naître, étudier, travailler, entreprendre, se soigner et vieillir sans être condamné à partir.

Cela suppose une véritable révolution dans la façon de voir le monde rural et ses habitants . Pourquoi ne pas faire émerger de petites centralités modernes dans le domaine éducatif et de la formation mais aussi en termes de transport collectifs, de culture et de loisirs ? Pourquoi ne pas y implanter des zones d'activités adaptées aux réalités locales : agroalimentaire, artisanat, tourisme rural, économie verte, transformation des produits du terroir, services numériques ?

Le principe est simple : rapprocher les commodités des populations plutôt que d'obliger celles-ci à parcourir des dizaines de kilomètres pour y accéder. Le programme national consacré aux centres ruraux émergents va dans cette direction. Une première phase a concerné 12 centres pilotes ; le programme national en vise 77, et une deuxième phase portant sur 24 centres a été annoncée.

### Potentiel formidable

La grande erreur serait toutefois de réduire le développement rural à la construction d'équipements publics. Une route sans activité économique reste une route. Une école sans débouchés professionnels ne suffit pas. Un centre de santé sans personnel permanent ne règle pas l'accès aux soins. Une connexion Internet sans formation ni emploi ne produit pas de développement.

La mise à niveau doit donc être globale et intégrée. L'agriculture elle-même doit sortir du simple modèle de production de matières premières. Les territoires ruraux disposent d'un formidable potentiel dans la transformation et la valorisation des produits locaux : huile d'olive, safran, miel, plantes aromatiques, fruits, produits de l'élevage, artisanat, produits du terroir. Il faut que davantage de valeur soit créée sur place, et non que la matière première parte vers les villes pour y être transformée, emballée et commercialisée. C'est aussi une question de souveraineté économique.

Les générations précédentes n'avaient pas cet atout : le numérique. Un jeune installé dans un village de montagne peut désormais travailler pour une entreprise située à Casablanca, à Rabat ou même à l'étranger, pourvu qu'il dispose d'une connexion fiable, d'une formation adéquate et d'un environnement professionnel adapté.

Cela ouvre une possibilité extraordinaire : décorréler partiellement le lieu de résidence du lieu de travail. Mais pour cela, il faut faire du très haut débit une infrastructure aussi stratégique que la route, l'électricité ou l'eau. La ruralité de demain ne doit pas être celle des routes poussiéreuses et des services absents ou défaillants . Elle doit être celle de villages connectés, de petites entreprises, de coopératives modernes, de télétravailleurs, d'agriculteurs mieux formés et de services publics accessibles. Le débat public présente encore trop souvent la ville et la campagne comme deux mondes séparés. C'est une erreur. La ville a besoin de la campagne comme la campagne a besoin de la ville.

Les villes ont besoin de l'agriculture pour leur alimentation, des espaces ruraux pour leurs ressources hydriques, de leurs paysages pour le tourisme et de leurs territoires pour leur équilibre écologique. Les campagnes ont besoin des villes pour les marchés, les universités, les hôpitaux spécialisés, les investissements et les débouchés commerciaux.

Il ne s'agit pas de choisir entre urbanisation et ruralité. Le vrai défi est de construire un continuum territorial, dans lequel une petite ville, un centre rural, un village et une grande métropole sont reliés par des infrastructures, des services et des chaînes économiques.

On parle beaucoup de ville intelligente, de mobilité durable, de logements abordables et de métropoles résilientes. Il faudra désormais parler aussi de campagne intelligente, connectée et productive. Car une métropole ne

# Le Maigret du CANARD

peut pas être durable si elle continue d'absorber chaque année des populations contraintes de quitter des territoires dépourvus d'opportunités.

Construire encore et toujours des périphéries pour accueillir ceux que l'on n'a pas su retenir ailleurs revient à courir derrière le problème. La solution ne consiste pas seulement à agrandir les villes. Elle consiste aussi à rendre les territoires ruraux suffisamment attractifs pour fixer les populations sur place.

C'est là que se situe peut-être l'un des grands chantiers du Maroc des prochaines décennies. Après avoir construit des autoroutes entre les grandes villes, il faut désormais bâtir des « autoroutes du développement » vers les territoires enclavés : routes, eau, santé, école, formation, numérique, transport, investissement et emploi. Car le véritable progrès territorial ne se mesure pas seulement à la hauteur des immeubles de Casablanca, de Rabat ou de Tanger. Il se mesure aussi à la capacité d'un enfant de montagne, d'un jeune du monde oasien ou d'une femme d'un arrière-pays défavorisé à disposer, sans devoir tout abandonner, des mêmes chances fondamentales qu'un citoyen de la grande ville.

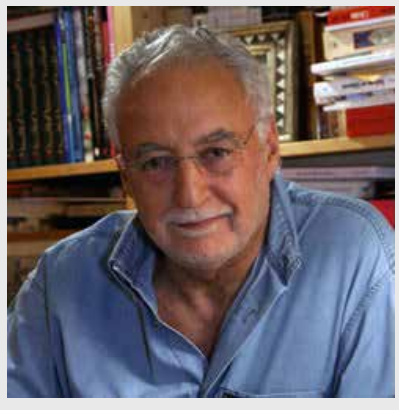
L'avenir des villes marocaines ne se construira donc pas uniquement dans les villes. Il se prépare aussi dans les villages, les douars, les petites communes et les centres ruraux. Et si le Maroc veut éviter que ses métropoles se ruralisent et plus difficiles à vivre, il devra commencer par rendre sa campagne plus accessible, plus productive, plus connectée et, surtout, plus vivable.

La meilleure politique urbaine pourrait bien être, au fond, une ambitieuse politique rurale. ◗

## Décès de Hamid Barrada

# Une grande plume s'en va…

La presse nationale a perdu l'une de ses plumes les plus singulières. Il s'agit de Hamid Barrada, décédé dans la nuit du 25 au 26 septembre, à l'âge de 87 ans, après une carrière bien remplie qui aura traversé plusieurs générations de la presse marocaine et francophone.



**Feu Hamid Barrada.**

Né en 1939 à Tanger, diplômé en philosophie, en droit et en sociologie politique, Hamid Barrada avait commencé par le militantisme étudiant, avant de se tourner vers le journalisme. Il rejoint Jeune Afrique en 1974, y exerce comme grand reporter puis en devient rédacteur en chef, de 1974 à 1985. Il poursuivra ensuite son parcours à TV5, où il dirigera le pôle Maghreb-Moyen-Orient.

Mais c'est aussi à la télévision marocaine qu'il laissera une empreinte particulière. De 2007 à 2018, il anime sur 2M « Mais Encore ? », une émission devenue un rendez-vous de réflexion et d'entretien avec des personnalités politiques, intellectuelles et culturelles. Journaliste, intellectuel et homme de conviction, Barrada aura surtout cultivé un journalisme fondé sur la curiosité, la connaissance et l'art de l'entretien. Sa disparition laisse un vide dans un paysage médiatique où les grandes voix capables de conjuguer culture, expérience et liberté de ton se font rares. Ses obsèques ont eu lieu le 26 septembre au cimetière Arrahma, à Casablanca, en présence de journalistes, d'intellectuels et de compagnons de route venus lui rendre un dernier hommage.

Avec le décès de Hamid Barrada disparaît un témoin privilégié d'une époque, mais aussi une manière de faire du journalisme : prendre le temps d'écouter, de questionner et de comprendre. ◗

## Le Maigret du CANARD

# Saad Lamjarred

# DIX ANS FERME

***La cour d'assises du Val-de-Marne a condamné, samedi 26 septembre 2026, Saad Lamjarred à dix ans de réclusion criminelle pour viol aggravé. Assortie d'un mandat de dépôt, la décision a entraîné son incarcération immédiate au centre pénitentiaire de Fresnes, dans l'attente de la suite de la procédure, sa défense ayant annoncé un pourvoi en cassation.Retour sur une affaire qui a tenu l'opinion en haleine…***

**Saad Lamjarred, la chute d'une idole.**

**JAMIL** MANAR

À l'automne 2016, Saad Lamjarred est une immense vedette. Le chanteur marocain, alors âgé de 31 ans, est à Paris pour préparer un concert prévu quelques jours plus tard au Palais des Congrès. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, il rencontre dans un club parisien Laura P., une jeune femme de 20 ans venue à Paris dans l'espoir d'y trouver du travail. Les deux ne se connaissent pas. Selon les éléments exposés ultérieurement devant la cour d'assises, ils sympathisent dans le club et poursuivent la soirée avec des amis. Ils se rendent d'abord dans une chambre de l'InterContinental, avant de rejoindre l'hôtel Marriott des Champs-Élysées où réside le chanteur.

C'est dans cette chambre d'hôtel que les versions des deux protagonistes divergent radicalement.

### Deux récits, une même nuit

Laura P. affirme que la situation a dégénéré après des échanges qu'elle décrit initialement comme un flirt. Elle soutient avoir refusé les avances sexuelles du chanteur, puis avoir été agressée physiquement et sexuellement. Elle raconte notamment avoir tenté de se réfugier dans la salle de bains avant de parvenir à quitter la chambre et d'alerter le personnel de l'hôtel. La police intervient rapidement. Laura P. est entendue et fait l'objet d'un examen médical. Sa plainte déclenche l'ouverture d'une procédure pénale contre le chanteur, placé en garde à vue.

Saad Lamjarred, lui, conteste les faits qui lui sont reprochés. Il reconnaît l'existence d'une relation avec la jeune femme mais nie avoir imposé une relation sexuelle. Lors de son premier procès, il maintient cette version et proclame son innocence.

C'est cette opposition entre deux récits qui va structurer toute la procédure : ce qui s'est réellement passé dans cette chambre du Marriott devient le cœur d'un débat judiciaire qui ne sera pas tranché en quelques mois, mais au terme de plusieurs années d'instruction et de procès.

### Affaire médiatique

L'affaire prend immédiatement une dimension particulière en raison de la notoriété de l'accusé. Saad Lamjarred n'est pas un artiste confidentiel : ses chansons connaissent un immense succès au Maroc et dans le monde arabe. Son arrestation et sa mise en cause provoquent donc une onde de choc considérable auprès de son public.

La plaignante, de son côté, expliquera plus tard avoir subi une forte exposition médiatique ainsi que des menaces et des attaques sur les réseaux sociaux après que son identité a été rendue publique. Au procès de 2023, elle dira ne pas avoir souhaité que l'affaire devienne un procès public.

Dès lors, l'affaire judiciaire devient aussi une affaire médiatique : chaque étape de la procédure est commentée, tandis que les réseaux sociaux se transforment en caisse de résonance pour les soutiens du chanteur comme pour ceux qui se rangent du côté de la plaignante.

La procédure parisienne ne reste pas le seul dossier judiciaire concernant Saad Lamjarred. Les débats de son premier procès font apparaître une autre affaire ancienne aux États-Unis, remontant à 2010, ainsi qu'une plainte pour viol déposée au Maroc en 2015, qui donnera lieu à un non-lieu. Le chanteur sera également mis en cause dans une autre affaire en France, pour des faits remontant à 2018 près de Saint-Tropez. Ces différents dossiers ont contribué à alourdir le climat médiatique autour du chanteur. Mais ils doivent être distingués les uns des autres : une accusation, une procédure classée ou un non-lieu ne produisent pas les mêmes effets juridiques qu'une condamnation devenue définitive.

### Le premier procès

Après plusieurs années d'instruction, Saad Lamjarred comparaît en février 2023 devant la cour d'assises de Paris pour des faits de viol aggravé et de vio-

## UNE AFFAIRE DANS L'AFFAIRE

À cette histoire judiciaire déjà longue s'est ajouté, en 2026, un dossier distinct concernant des accusations de tentative d'extorsion liées à la procédure de 2016. Plusieurs personnes ont été poursuivies, avec au cœur du dossier une somme de trois millions d'euros qui aurait été réclamée à l'entourage du chanteur en échange du retrait de la plainte ou de l'absence de la plaignante au procès. Laura P. a été relaxée dans cette procédure, tandis que plusieurs autres prévenus font sa mère ont été condamnés. Cet épisode ajoute une nouvelle couche à une affaire déjà extraordinairement complexe.

### Dix ans de feuilleton judiciaire

Dix ans après la nuit du Marriott, l'affaire Lamjarred demeure donc un dossier judiciaire hors norme par sa durée, sa médiatisation et la notoriété de la personne poursuivie. Mais derrière le feuilleton médiatique, il reste une affaire criminelle dont le point de départ est une nuit au cours de laquelle deux personnes ont livré des récits radicalement différents.

La justice française a, à deux reprises, retenu la culpabilité du chanteur dans cette affaire, avec une peine portée de six à dix ans en appel. Saad Lamjarred continue toutefois de contester la décision et entend exercer les voies de recours qui lui sont ouvertes. ◗

# Le Maigret du CANARD

lences concernant la nuit d'octobre 2016. Durant le procès, la cour entend les deux versions, les témoignages et les éléments de l'enquête. Laura P. revient longuement sur cette nuit et maintient son récit. Lamjarred continue, lui, de nier le viol.
À l'issue du procès, il est reconnu coupable et condamné à six ans de réclusion criminelle. Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Le dossier connaît un nouveau chapitre avec le procès en appel à Créteil, finalement organisé en septembre 2026 après un report destiné à permettre des investigations supplémentaires. Les débats se tiennent à huis clos à la demande de la partie civile. Le 26 septembre 2026, la cour d'assises du Val-de-Marne reconnaît à nouveau Saad Lamjarred coupable de viol aggravé et le condamne à dix ans de réclusion criminelle, une peine plus lourde que celle prononcée en première instance. Le parquet général avait requis huit ans. La défense annonce immédiatement son intention de former un pourvoi en cassation. La chute de l'idole ne se mesure pas seulement en années de prison. Elle se mesure aussi aux larmes et à la souffrance d'une famille. Derrière le verdict, il y a un fils qui voit sa vie basculer, une mère et un père, eux-mêmes artistes, confrontés à une douleur que ni la scène, ni la célébrité, ni les projecteurs ne peuvent anesthésier. Ceux qui l'ont accompagné dans son ascension doivent désormais affronter avec lui la vertigineuse descente. Pour ses parents, la lumière qui entourait leur fils s'est brutalement éteinte, laissant place à la douleur , à l'attente et à une épreuve insupportable pour n'importe quellle famille. ◗

## Terra Madre 2026

# Biodiversité, justice et paix au cœur de l'alimentation

Terra Madre Salone del Gusto 2026 organisée du 24 au 27 septembre à Turin en Italie par Slow Food, s'est achevée sur un appel à faire de l'alimentation un levier de justice sociale, de protection de la biodiversité et de paix. Pendant quatre jours, agriculteurs, pêcheurs, peuples autochtones, cuisiniers, artisans, militants et acteurs de la transition alimentaire venus du monde entier ont échangé autour des grands défis environnementaux, sociaux et politiques contemporains. À l'issue de l'Assemblée des participants de Slow Food, les délégués ont adopté une nouvelle déclaration politique, « Real Connections for Real Change », qui fixe les orientations du mouvement pour les quatre prochaines années. Le texte défend l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, la biodiversité et le droit à l'alimentation, tout en appelant à protéger les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Le mouvement affirme également son opposition à l'exclusion, à l'individualisme et au nationalisme, au profit de la diversité, de la solidarité et de la coopération. Pour Edward Mukiibi, reconduit à la présidence de Slow Food, « il ne peut y avoir de justice alimentaire sans paix, ni de paix durable sans justice ».

### Quatre priorités pour les prochaines années

Slow Food a fixé quatre grands engagements : renforcer les communautés alimentaires locales et leur connexion au réseau international ; développer les exploitations agricoles engagées dans l'agroécologie et la préservation de la biodiversité ; sensibiliser un million de personnes aux enjeux alimentaires ; et renforcer le rôle du mouvement dans les débats et décisions internationaux concernant l'alimentation, l'agriculture, le climat et la biodiversité. La déclaration met également en garde contre certaines solutions technologiques susceptibles d'accroître les inégalités ou de priver les communautés du contrôle de leurs ressources et de leurs savoirs. L'innovation doit, selon Slow Food, servir le bien commun, renforcer la transparence et la démocratie et compléter, plutôt que remplacer, les connaissances traditionnelles et les relations humaines.

### Faire vivre l'héritage de Carlo Petrini

Cette édition était la première Assemblée des participants organisée depuis la disparition de Carlo Petrini, fondateur de Slow Food. Les participants ont rendu hommage à son héritage tout en soulignant que l'avenir du mouvement repose désormais sur les milliers de communautés qui le composent à travers le monde. Le conseil international a par ailleurs été renouvelé autour d'Edward Mukiibi, Marta Messa, Dali Nolasco Cruz, Francesco Sottile et Ramon Uy Jr., reflétant la diversité géographique et l'expertise du réseau. Pour Slow Food, le message de Turin est clair : les grandes transformations ne peuvent naître de déclarations seules, mais de la capacité à relier les initiatives locales et à les transformer en une force collective. Le prochain rendez-vous sera donné en 2027 avec Terra Madre Europe, puis Terra Madre Asia Pacific, du 28 juillet au 1er août, et Terra Madre Americas, du 24 au 26 septembre. Le mouvement entend ainsi poursuivre son combat pour une alimentation plus durable, plus juste et respectueuse de la diversité des territoires et des cultures. ◗

## Carburants

# Le gasoil franchit la barre des 16 dirhams

**Une énième hausse en quelques semaines qui fait très mal...**

À la veille des élections législatives marocaines, les réseaux sociaux sont de nouveau le théâtre d'appels à une tentative de passage irrégulier vers Sebta. Plusieurs publications et messages diffusés sur Facebook, WhatsApp et d'autres plateformes désignent le 23 septembre, jour du scrutin, comme une nouvelle date de mobilisation.
L'idée avancée par certains de ces messages est de profiter de la mobilisation des forces de sécurité marocaines autour des bureaux de vote et de la sécurisation du processus électoral pour tenter de franchir la frontière. Cette affirmation relève toutefois de la désinformation : rien ne permet d'établir que les forces de sécurité marocaines seraient moins présentes aux abords de Sebta le jour du scrutin. Le phénomène n'est pas nouveau. Depuis le début du mois d'août, des groupes WhatsApp et d'autres espaces numériques ont servi à diffuser des informations, des rumeurs, des dates et des scénarios de passage. Une enquête de VerificaRTVE portant sur plus de 12.000 messages, audios et vidéos avait déjà documenté cette circulation de contenus et le déplacement successif des dates annoncées. Une enquête de Maldita.es avait notamment relevé, dès le mois d'août, des échanges dans plusieurs groupes WhatsApp évoquant le 23 septembre comme nouvelle date possible, précisément en raison des élections législatives marocaines. Face à la multiplication de ces appels, les autorités espagnoles ont activé des mécanismes préventifs. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a indiqué que Madrid suivait la situation et avait demandé à Rabat de prendre les mesures préventives nécessaires. L'Espagne a également lancé une campagne de lutte contre la désinformation destinée notamment à rappeler les conséquences réelles d'une entrée irrégulière à Sebta ou Melilla. L'ambassade d'Espagne à Rabat insiste notamment sur un point : une entrée irrégulière à Sebta ou Melilla ne donne pas automatiquement accès à la péninsule espagnole, ni le droit de séjourner légalement en Espagne ou de circuler librement dans l'Union européenne. Cette mise au point vise à contrecarrer certaines fausses promesses véhiculées sur les réseaux. Certains groupes en ligne revendiquent plusieurs dizaines de milliers de membres. Mais ce chiffre ne signifie nullement que tous ces membres participeront à une tentative de passage. Les autorités et les médias espagnols ont également relevé que les appels actuels ne présentent pas, à ce stade, les mêmes caractéristiques que la mobilisation massive observée à la fin du mois de juillet. Le précédent a marqué les esprits par son ampleur et son caractère spectaculaire . Les autorités marocaines et espagnoles avaient dû faire face cet été à une importante pression migratoire autour de Sebta orchestrée via le Net par des milieux malveillants . Depuis, les appels à de nouvelles tentatives se déplacent régulièrement d'une date à l'autre, alimentés par les réseaux sociaux, les rumeurs et les informations trompeuses. Près de deux mois après l'entrée massive de migrants à Sebta fin juillet, plus de 3000 personnes vivent encore dans la rue, selon les estimations du gouvernement espagnol. Le ministre de la Politique territoriale, Ángel Víctor Torres, a indiqué le 21 septembre que plusieurs milliers de migrants, dont plusieurs centaines de mineurs, restaient sans solution d'hébergement. Madrid affirme travailler à l'ouverture de nouveaux espaces d'accueil et espère résorber progressivement la situation. Le ministre de l'Intérieur Fernando Grande-Marlaska évalue pour sa part le nombre de personnes encore sans hébergement entre 3 000 et 3 500. Le gouvernement espagnol poursuit parallèlement les opérations d'identification et de prise en charge, alors que des retours volontaires vers le Maroc sont également enregistrés. ◗

*Réformer le Booker Prize*

# Le plus prestigieux des prix littéraires peut-il devenir inclusif ?

**MOULOUD** BENZADI *

Remporter un grand prix littéraire est le rêve de milliers d'écrivains. Pour certains, il apporte prestige et succès commercial. Pour d'autres, notamment les auteurs émergents issus de différents horizons linguistiques et culturels, il représente une reconnaissance précieuse et l'occasion de faire découvrir leur œuvre à un lectorat international.

Pourtant, accéder à un prix prestigieux comme le Booker reste hors de portée pour nombre de ces écrivains. Pour être éligibles, ils doivent généralement trouver une maison d'édition traditionnelle prête à publier leur manuscrit. Or, les nouveaux auteurs se heurtent souvent à de multiples refus de la part des éditeurs et des agents littéraires.

L'apparition de plateformes numériques comme Amazon Kindle Direct Publishing et Apple Books a cependant changé la donne. Grâce à l'autoédition, des auteurs autrefois exclus des circuits traditionnels peuvent désormais publier leurs livres et atteindre des lecteurs dans le monde entier.

Avec l'évolution du monde de l'édition, une question se pose : pourquoi des prix prestigieux comme le Booker ne s'ouvrent-ils pas à davantage d'auteurs et de modes de publication ?

## Le droit de tous les auteurs à participer

Aujourd'hui, les auteurs et leurs agents ne peuvent pas soumettre directement une candidature au prix Booker. Les ouvrages doivent être présentés par les maisons d'édition. Les éditeurs jouent ainsi un rôle déterminant, puisqu'ils décident quels auteurs seront proposés au jury et lesquels ne le seront pas. Avec des ressources limitées, les éditeurs privilégient souvent les auteurs déjà établis et les livres ayant un fort potentiel commercial. Résultat : de nombreux nouveaux auteurs n'ont jamais l'occasion d'être lus par le jury. Une question se pose alors : le concours est-il vraiment ouvert aux écrivains émergents ? Pour mieux comprendre le problème, imaginons un concours national de dissertation auquel seule une petite sélection d'établissements scolaires est autorisée à participer. Le texte gagnant sera sans doute excellent, mais est-il forcément le meilleur du pays ? Plus probablement, il s'agira du meilleur parmi ceux qui ont eu la possibilité de concourir. La véritable question est donc de savoir si le système actuel offre à tous les écrivains une chance réelle et équitable d'être découverts et reconnus.

## Les éditeurs ont-ils les mêmes chances ?

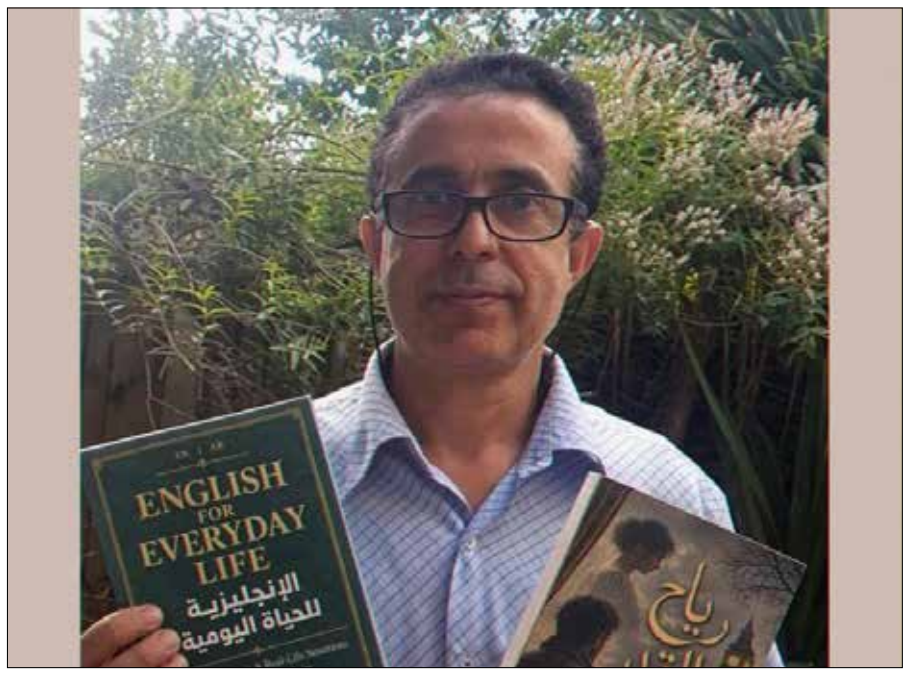
Cette question ne concerne pas seulement les auteurs, mais aussi les éditeurs. Aujourd'hui, le système de soumission du Booker Prize détermine le nombre de titres qu'un éditeur peut présenter selon ses résultats au cours des cinq dernières années. Ceux qui n'ont jamais eu de livre présélectionné peuvent soumettre un titre ; ceux présélectionnés une ou deux fois, deux titres ; ceux qui l'ont été trois fois ou plus, trois titres. Tous les éditeurs bénéficient-ils vraiment des mêmes chances ? Les maisons déjà reconnues par le Booker disposent d'un avantage que n'ont pas les éditeurs plus petits. Un éditeur peut ainsi publier plusieurs romans remarquables la même année tout en n'étant autorisé à n'en présenter qu'un seul.

Les auteurs en subissent aussi les conséquences. Avec un nombre limité de candidatures, les éditeurs sont naturellement tentés de privilégier les écrivains déjà connus ou les ouvrages jugés plus sûrs commercialement — chaque sélection augmentant leurs chances de succès et leurs futures possibilités de soumission. Mais ce système peut aussi fermer la porte à de nouveaux talents. Certains auteurs prometteurs risquent de passer inaperçus, non par manque de qualité, mais parce que leur éditeur dispose de moins d'opportunités de présentation. Résultat : des romans de grande qualité pourraient ne jamais être examinés par le jury. Pourquoi les éditeurs ayant déjà connu le succès au Booker devraient-ils disposer de plus d'opportunités que les autres ? Ne serait-il pas plus juste d'offrir à chaque maison d'édition les mêmes chances d'être évaluée ? Si l'objectif du Booker Prize est de récompenser le meilleur roman de l'année, un système qui permet à certains éditeurs de présenter plus de livres que d'autres mérite d'être repensé.

## Le Booker Prize récompense-t-il vraiment le meilleur roman ?

Un prix littéraire se veut avant tout une compétition ouverte aux meilleurs livres. Pourtant, le Booker Prize n'examine chaque année qu'un peu plus d'une centaine de candidatures, alors que des milliers de romans sont publiés durant la même période. Une question se pose donc : un livre peut-il vraiment être considéré comme le meilleur de l'année si seule une petite partie des ouvrages publiés est prise en compte ?

Prenons l'exemple des Jeux olympiques. Si seuls les athlètes de quelques pays étaient autorisés à participer tandis que des milliers d'autres en étaient exclus, considérerions-nous vraiment les vainqueurs comme les meilleurs au monde ? La même réflexion peut s'appliquer aux prix littéraires. Le jury du Booker Prize n'évalue qu'une partie des livres parus dans l'année. D'autres romans, tout aussi remarquables, échappent à cette sélection et ne seront jamais examinés. Une question s'impose alors : le prix distingue-t-il vraiment le meilleur roman de l'année, ou seulement le meilleur de ceux qu'il a pu lire ?




Mouloud Benzadi, écrivain, lexicographe et chercheur – Royaume-Uni.

## Des voix du monde encore peu entendues

Bien que l'anglais ne soit pas ma langue maternelle, j'ai toujours voulu écrire pour un public international. Comme beaucoup d'auteurs venus d'autres horizons linguistiques et culturels, j'ai tenté ma chance dans le circuit traditionnel de l'édition, dans l'espoir de trouver un agent littéraire et de partager mon livre anglais avec des lecteurs du monde entier.

L'expérience a été décourageante. J'ai contacté de nombreux agents littéraires, mais la plupart ne m'ont jamais répondu. Ceux qui l'ont fait ont refusé ma proposition. Ce n'est pas un reproche envers les agents ou les éditeurs, qui reçoivent sans doute beaucoup de manuscrits. Mais cela montre à quel point il peut être difficile pour de nouveaux auteurs de se faire une place. Sans notoriété ni réseau, leur œuvre passe souvent inaperçu. Pour beaucoup d'auteurs émergents, l'autoédition est devenue un moyen d'atteindre des lecteurs sans dépendre des circuits traditionnels. Pourtant, alors que le monde de l'édition a profondément changé, les prix littéraires, eux, ont peu évolué. Un auteur peut ainsi écrire un livre de qualité sans jamais avoir la possibilité d'y participer.

Une question essentielle se pose alors : l'excellence d'un livre doit-elle se mesurer à sa qualité, ou à la façon dont il a été publié ? Assouplir les règles de soumission et ouvrir le concours aux auteurs autoédités soulève une inquiétude légitime : les candidatures pourraient augmenter fortement, alourdissant la tâche des jurés.

## Pourquoi le prix Booker devrait intégrer la technologie

Mais une solution existe : la technologie. L'intelligence artificielle effectuerait un premier tri et repérerait les ouvrages méritant un examen approfondi. Cela permettrait d'étudier davantage de livres et donnerait aux auteurs autoédités — notamment ceux venus de pays ou de milieux souvent ignorés par l'édition traditionnelle — une meilleure chance d'être entendus. Leurs œuvres seraient jugées sur leur seule qualité littéraire, et non sur le choix d'un éditeur traditionnel. Le Booker n'y perdrait rien de son prestige ; il gagnerait au contraire en crédibilité et en équité, en offrant à davantage d'écrivains — y compris ceux issus de milieux marginalisés — des chances égales d'être reconnus. La vraie question n'est plus de savoir si l'édition change : elle a déjà changé. Il s'agit de savoir si des prix aussi prestigieux que le Booker sont prêts à s'adapter, pour donner à chaque œuvre remarquable une vraie chance d'être découverte. Le Booker Prize a marqué le monde littéraire pendant des décennies, et sa réputation est bien établie. Mais l'édition a changé, et les concours littéraires doivent, par conséquent, évoluer eux aussi. Ouvrir ces concours à tous les écrivains, y compris les auteurs autoédités, rendrait la compétition véritablement juste et inclusive. Ses résultats gagneraient aussi en crédibilité, car il est difficile de prétendre qu'un livre est le meilleur de l'année s'il n'a été choisi que parmi une centaine d'ouvrages, quand des milliers paraissent chaque année. ◗

# Le MIGRATEUR

## Xi Jinping à Washington

# Le grand théâtre de la détente

***Tapis rouge, dîner d'État, honneurs militaires et poignée de main soigneusement mise en scène : du 23 au 25 septembre, Washington a déroulé le grand cérémonial pour accueillir Xi Jinping. Mais derrière les sourires et les embrassades, la rivalité entre les deux premières puissances mondiales n'a pas disparu.***

**LAILA** LAMRANI

Pour la première visite d'État d'un président chinois à Washington depuis 2015, Donald Trump n'a pas lésiné sur les égards. Accueilli personnellement à son arrivée à la base d'Andrews, Xi Jinping a ensuite eu droit aux fastes de la Maison-Blanche, à un dîner d'État et à une visite des Archives nationales américaines. Le contraste avec les années de confrontation commerciale et stratégique entre Pékin et Washington était saisissant.

Le décor était donc celui de la réconciliation. Le contenu, lui, relève davantage de la gestion prudente d'une rivalité devenue incontournable. Les deux dirigeants ont cherché à stabiliser leur relation sans prétendre régler les différends qui l'empoisonnent : commerce, Taïwan, technologies de pointe, intelligence artificielle, minerais stratégiques et influence géopolitique.

Sur le front commercial, la rencontre a néanmoins produit quelques résultats tangibles. Washington et Pékin ont annoncé des réductions tarifaires portant sur quelque 30 milliards de dollars de marchandises dans chaque sens, notamment des produits agricoles, du bois et des cosmétiques américains, ainsi que certains biens importés de Chine. Les deux pays ont également décidé de prolonger leur trêve commerciale et de créer un conseil bilatéral consacré au commerce.

L'intelligence artificielle a constitué un autre volet important des discussions. Les deux puissances ont convenu d'instaurer un dialogue sur les risques et les bénéfices de cette technologie, avec notamment un canal de communication destiné à prévenir ou gérer d'éventuels incidents liés à l'IA. Mais les sujets les plus explosifs restent soigneusement sous le tapis rouge. Taïwan demeure au cœur de la rivalité stratégique sino-américaine. La question des technologies sensibles, des semi-conducteurs et de l'accès aux ressources critiques continue également d'opposer les deux capitales. Et si le commerce connaît une accalmie, rien ne garantit qu'elle se transforme en paix durable.

**Une poignée de main qui a du mal à cacher une rivalité profonde...**

Xi Jinping a défendu à Washington l'idée d'une relation où les deux pays seraient « partenaires, pas rivaux », tout en reconnaissant la nécessité d'une concurrence encadrée. Donald Trump, de son côté, a privilégié le registre des résultats économiques et de l'accès accru des produits américains au marché chinois.

Le plus intéressant dabs cette visite tient peut-être moins aux accords annoncés qu'à la volonté affichée des deux leaders d'éviter l'escalade. Après plusieurs années de tensions, Washington et Pékin semblent avoir compris une chose essentielle : leur rivalité est désormais trop profonde pour disparaître, mais leur interdépendance est trop importante pour permettre une confrontation permanente.

Le faste de Washington n'a donc pas effacé la compétition. Il l'a simplement habillée de diplomatie.

Entre le dragon chinois et l'aigle américain, la poignée de main est chaleureuse, mais chacun garde ses griffes. ◗

## Palestine L'Irlande interdit les produits issus des colonies israéliennes

Les députés irlandais ont adopté mardi un projet de loi interdisant l'importation de biens produits dans les colonies israéliennes établies dans les territoires palestiniens occupés. Le texte doit encore être approuvé par la chambre haute du Parlement pour entrer en vigueur.

La mesure concerne les produits agricoles, industriels et autres marchandises provenant de ces colonies, mais exclut le commerce des services. Pour le gouvernement irlandais, cette interdiction répond à une « obligation au regard du droit international », notamment à la lumière de l'avis consultatif rendu en juillet 2024 par la Cour internationale de justice (CIJ), qui a estimé que la présence et les politiques israéliennes dans les territoires palestiniens occupés étaient contraires au droit international. L'opposition de gauche avait tenté d'élargir le dispositif aux services, notamment dans le tourisme et les technologies. Ses amendements ont toutefois été rejetés. Le gouvernement a mis en avant les «énormes défis » qu'une telle extension soulèverait au regard du droit européen, ainsi que les difficultés pratiques d'application dans des secteurs particulièrement diversifiés. Sur le plan économique, l'impact de la mesure devrait rester limité. Entre 2020 et 2024, les échanges commerciaux entre l'Irlande et les colonies israéliennes auraient représenté moins d'un million d'euros. Avec cette initiative, l'Irlande deviendrait le deuxième État membre de l'Union européenne, après l'Espagne, à adopter une telle interdiction. Madrid avait pris une mesure similaire en octobre 2025 concernant les produits provenant des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, sur fond de fortes tensions diplomatiques avec Israël. Dublin s'inscrit ainsi, avec Madrid, parmi les capitales européennes les plus critiques à l'égard de la conduite de la guerre génocidaire à Gaza depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023. En mai 2024, l'Irlande avait également reconnu l'État de Palestine, conjointement avec l'Espagne et la Norvège, une décision qui avait entraîné des mesures de rétorsion israéliennes. Israël occupe la Cisjordanie depuis 1967. Plus de 500 000 colons israéliens y vivent aujourd'hui, hors Jérusalem-Est, aux côtés d'environ trois millions de Palestiniens. La question des produits issus des colonies est par ailleurs revenue au premier plan au niveau européen. À la mi-juin, la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, avait annoncé son intention de demander à nouveau à la Commission européenne d'examiner d'éventuelles sanctions visant les exportations en provenance des colonies israéliennes. Malgré le soutien de plusieurs États membres, cette initiative n'a, à ce stade, pas débouché sur une décision européenne commune. ◗

**L'Irlande a une politique très critiques envers les sionistes.**

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION
**Abdellah Chankou**
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF
**Abdellah Chankou**

RÉDACTION
**Jamil Manar**
**Rachid Ouahbi,**
**Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr, Laila Lamrani Amine**

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE
**Samir Berhil**
s.berhil@lecanardlibere.com

**CARICATURES**
**Boudali, Zag**

WEBMASTER
**Larbi Larzaoui**

INFOGRAPHIE
**Yahia Kamal**

LOGISTIQUE
**Youssef Roumadi**

SERVICE COMPTABILITÉ
**Essaadia HAKANI**

DOSSIER PRESSE
**Aut. 51/06**

DÉPÔT LÉGAL
**2007 / 0025**

ISSN **2028-0416**

# Et BATATI ET BATATA

## Bizarre

### Bambino courage

Une famille entière a été sauvée d'un incendie le 15 janvier dernier à Alvord, au Texas (Etats-Unis), grâce à l'un des enfants. L'enfant de 2 ans a averti ses parents et permis l'évacuation de la maison à temps.
Les deux parents, qui avaient récemment attrapé le Covid-19, avaient perdu le goût et l'odorat et n'ont pas senti l'odeur de fumée qui a envahi le logement, rapporte le New York Post relayé par CNews. Heureusement pour eux, l'un de leurs cinq enfants, âgé de 2 ans, a été réveillé par l'odeur.
Le garçon avait été à bonne école : le père, pompier volontaire depuis six ans, avait appris tous les bons réflexes en cas d'incendie à ses enfants. Le bambin s'est immédiatement précipité dans la chambre parentale en criant « Chaud, chaud ! ». L'incendie a détruit la maison et les deux voitures du couple sans faire aucun blessé.
« Il a sauvé toute notre famille », a témoigné la mère auprès de médias locaux. « C'est notre petit héros. » Le départ de feu aurait été causé par un radiateur à gaz. « Nous avions des détecteurs de fumée tout neufs, qui avaient moins d'un an », s'inquiète le père. « Aucun d'entre eux ne s'est déclenché. » ●

### Pas mouillée la poule !

Une poule a été appréhendée lundi 31 janvier au matin alors qu'elle « furetait autour de la zone sécurisée du Pentagone », rapporte une organisation de défense des animaux. La maison poulaga qui veille sur le saint des saints a appelé l'Animal Welfare League of Arlington pour prendre le gallinacé en charge et la remettre dans un poulailler.
La poule a été aperçue autour d'un des bâtiments les mieux protégés du monde, tentant visiblement d'accéder à la zone sécurisée.
Cette tentative d'intrusion a également été rapportée par le Military Times. « S'est-elle simplement perdue, en tentant de traverser la rue ? », s'est interrogé le journal avec humour, en référence à une blague bien connue en anglais. « Ou est-ce une espionne en mission pour voler des secrets d'État ? Elle garde pour l'instant bec clos. » ●

### Une première du GENRE !

Un habitant du canton de Lucerne, en Suisse, a essayé de profiter d'une souplesse administrative pour accomplir une escroquerie aux aides publiques. Il a changé de sexe à l'état civil afin de toucher une pension de retraite un an plus tôt, rapporte le Luzerner Zeitung.
Le sexagénaire a effectué début janvier toutes les démarches nécessaires pour être considéré comme une femme par l'État suisse, afin de toucher l'assurance vieillesse et survivants (AVS) un an plus tôt, relaie Le Figaro. Cette pension de retraite est en effet versée aux femmes à partir de 64 ans et aux hommes à partir de 65 ans.
Le Suisse a profité d'un allègement de la procédure de changement de sexe à l'état civil, instauré le 1er janvier 2022. Désormais, un tel changement ne requiert que le paiement de 75 francs suisses et un entretien de dix minutes permettant à l'agent d'état civil d'évaluer la « capacité de discernement » du demandeur. Un e première du GENRE ! ●

## Rigolard

***Un patron demande à sa secrétaire de lui écrire une lettre** de recommandation pour ses supérieurs. En voici le texte !
**Mon patron est toujours en train de** travailler à son bureau avec assiduité et diligence, sans jamais **perdre son temps en jasant avec ses collègues. Jamais il ne** refuse de passer du temps pour aider les autres et, malgré cela, il **termine ses projets à temps.** Très souvent, il rallonge ses heures pour terminer son travail, parfois même en sautant les pauses café. **C'est une personne qui n'a absolument aucune** vanité en dépit de ses accomplissements remarquables et de sa grande **compétence en informatique. C'est le genre d'employé** de qui on parle avec grande estime et respect, le genre de personne **dont on ne peut se passer. Je crois fermement qu'il est prêt pour la** promotion qu'il demande, considérant tout ce qu'il nous ap**porte**.
L'entreprise en sortira grande gagnante.
Pas mal non ? Mais, voici ce qu'elle pense vraiment... Relisez les texte en gras.

***Un patron a beaucoup de mal de se faire respecter dans son entreprise.** Un matin, il n'en peut plus et décide de prendre une mesure radicale, il colle sur la porte de son bureau une grande affiche où il est marqué en caractères d'imprimerie LE PATRON ICI, C'EST MOI.
La journée passe et il se sent beaucoup mieux. Il va à ses rendez-vous avec un moral d'acier. En rentrant à son bureau le soir, il voit un « Post-it» que sa secrétaire avait collé en dessous de son affiche, où il y est écrit : «Votre femme a téléphoné, elle veut que vous lui rendiez son affiche immédiatement !».
***Un homme braque une banque et prend** des otages. - Il demande au premier otage :
« M'avez-vous vu voler la banque ? » - L'otage répond « Oui. » Le voleur, aussitôt, tire l'otage dans la tête. Puis, il demande au deuxième otage s'il l'a vu voler la banque. - L'otage répond : « Moi Non, mais ma femme, Oui ».

***Un crétin est en train de rouler sur l'autoroute** tout en écoutant la radio : ATTENTION !, ATTENTION ! nous avons un communiqué spécial de la police : on nous signale qu'un automobiliste roule à contresens sur l'autoroute 20. Soyez prudent...
L'imbécile se retourne vers sa femme: « Mais Germaine y sont fous à la radio : c'est pas un... c'est des dizaines et des dizaines d'automobilistes qui roulent à contresens ».


## A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

**Superficie 128 m²**

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces.
Bien aéré et ensoleillé.
Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis.
Doté d'une terrasse vue sur mer.

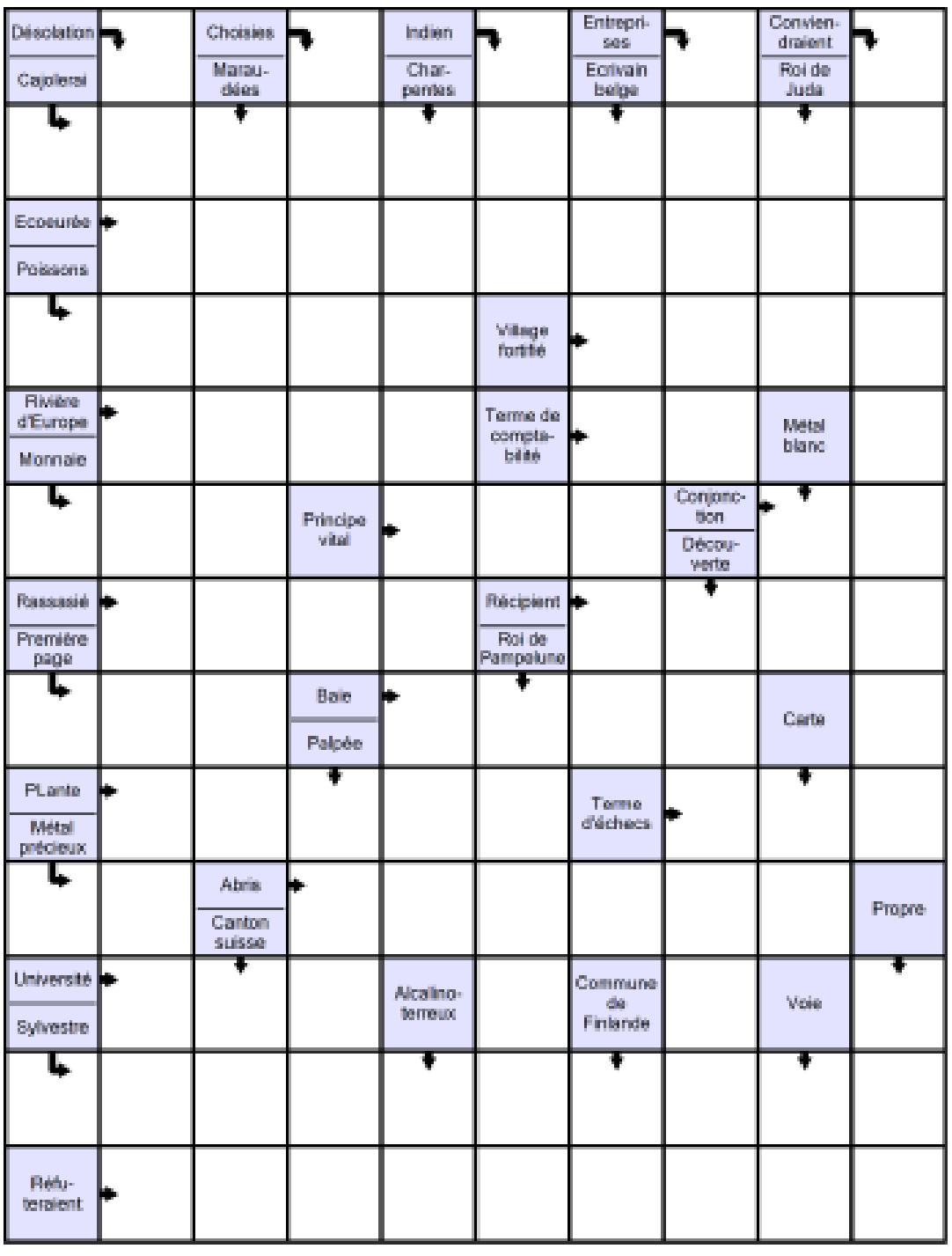
Contact:
0661252000

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444

# Et BATATI ET BATATA

## Mot Fléchés




## Mots croisés

Horizontalement :
1 : Il est au centre du film
2 : Atome
3 : Michel Such en connaît plusieurs sur l'eau.
4 : Métal
5 : Possessif - Pronom personnel
6 : Roi d'Israël - Enzyme
7 : Arbre
8 : Lieu souvent fréquenté par les personnages - Décor du film
9 : Paraphât
10 : Test de mesure - Animal qui cause la mort d'un des héros
11 : Ce que le groupe reçoit dans la scène de la photo - Jean-Claude l'est malgré lui
12 : L'un des acteurs du film

Verticalement :
1 : Un sketch dans le film - Assaisonnement
2 : Autrement dit - Exclamation
3 : Le film s'en inspire - Lieu du tournage
4 : Soldat
5 : Réfute - Indéfini - Partie de la journée
6 : Ile grecque - Il est présent au début du film
7 : A la mode - Demeurant
8 : Chacune a son nom mais est difficile à trouver dans les premières scènes - Universit
9 : Note - Metteur en scène du film

## Mots Mêlés

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| S | R | E | I | L | I | O | V | E | H | C | E | P |
| E | S | S | U | E | N | H | C | E | R | A | V | T |
| G | E | R | E | G | L | A | G | U | N | E | S | E |
| A | U | E | E | A | S | E | H | C | A | B | I | L |
| L | G | H | B | L | U | R | E | G | R | E | S | I |
| L | A | C | A | P | E | L | L | E | T | S | E | F |
| I | V | O | R | A | L | G | U | E | S | S | L | S |
| U | E | R | C | E | S | R | E | V | E | I | U | R |
| Q | E | A | L | E | S | U | D | E | M | A | O | U |
| O | R | B | C | S | E | U | Q | O | C | L | M | E |
| C | A | U | N | I | A | B | S | T | E | L | A | G |
| S | M | S | E | T | T | E | V | E | R | C | B | A |
| E | R | E | M | F | R | U | S | E | T | I | K | N |

COQUILLAGES
CREVETTES
KITESURF
VOILIERS
LAGUNES
NAGEURS
ROCHERS
ALGUES
BACHES
COQUES
ESTRAN
GALETS
LAISSE
MEDUSE
MOULES
VAGUES
VARECH
CRABE
ECUME
FILET
MAREE
PECHE
PELLE
PLAGE
SABLE
BAIN
SEAU
MER
VER

## Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 8 | | | | |
| 8 | | 2 | | | | | 3 | 7 |
| | | | | 7 | | | | |
| | 6 | | | | | | 9 | |
| | | 3 | | 5 | 9 | | | |
| | 1 | 9 | | | | 6 | 8 | |
| | | | | 9 | 2 | | 4 | 1 |
| | | | | | 3 | | | |
| 4 | 5 | | 1 | | | 3 | | |

## A méditer

*« Désormais pour apprendre le français, il faudra savoir le français.»*

**Coluche, Revue de presse de 1980.**

## Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 5 | 2 | 9 | 7 | 1 | 4 | 6 | 8 |
| 1 | 9 | 4 | 2 | 8 | 6 | 5 | 3 | 7 |
| 7 | 8 | 6 | 4 | 3 | 5 | 9 | 1 | 2 |
| 6 | 2 | 5 | 8 | 1 | 4 | 3 | 7 | 9 |
| 9 | 4 | 1 | 3 | 6 | 7 | 2 | 8 | 5 |
| 8 | 3 | 7 | 5 | 2 | 9 | 1 | 4 | 6 |
| 4 | 6 | 3 | 7 | 9 | 2 | 8 | 5 | 1 |
| 2 | 1 | 8 | 6 | 5 | 3 | 7 | 9 | 4 |
| 5 | 7 | 9 | 1 | 4 | 8 | 6 | 2 | 3 |

Mots Mêlés

**Mots mêlés « Les os »**

**Solution : ASTRAGALE.**

Mots fléchés

Mots croisés

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
**LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS**

Angle Moulay Driss 1er et rue L'yser - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma